

L'expédition coloniale honteuse de Mitterrand-Kouchner

Le borbier sanglant libanais

Plus de deux cents morts et de mille blessés, en grande majorité des civils - En deux mois de bombardements sauvages et indiscriminés, les différentes milices libanaises et l'armée syrienne ont écrasé les habitants de Beyrouth sous un déluge de fer et de feu. Ce massacre aveugle vient s'ajouter à la longue liste d'atrocités perpétrées, en quatorze ans de guerre civile et d'invasion sioniste, contre les différentes communautés libanaises et les réfugiés palestiniens. Cette fois-ci, c'est la fraction de l'armée libanaise dirigée par le général Aoun, alliée à la milice maronite fascisante des Forces libanaises,

qui a mis le feu à la poudrière, dans une tentative avortée d'imposer son hégémonie face aux autres bandes de gangsters confessionnels - les Joumblatt et autres Berri - et à leur « protecteur » du moment, le régime nationaliste syrien du président Hafez El Assad.

MITTERRAND JOUE...

Dans ce dernier épisode en date de la farce sanglante et tragique de la guerre civile libanaise, le rôle d'aide-boute-feu était tenu par l'impérialisme français, qui a cru qu'à la faveur de l'épreuve de force engagée

par le général Aoun il pourrait enfin réussir à restaurer son emprise sur son ancien protectorat du « Levant ». Poussée par sa rapacité agressive d'impérialisme de deuxième zone, éternellement condamné à se contenter de ce que les Etats-Unis lui abandonnent, la France de Mitterrand s'est imaginé qu'elle était encore de taille à manipuler le jeu politique libanais, comme au temps du « mandat » colonial. Mais le borbier libanais s'est vite chargé - plus rapidement encore qu'en 1983-84 ou en 86 - de tordre le cou au rêve de « grandeur » néo-gaullienne de Mitterrand et Cie.

Début mars, le général Aoun avait ouvert les hostilités en décrétant un blocus contre les ports libanais du « secteur musulman », et en appelant le 13 à une « guerre de libération » contre la Syrie. Deux semaines plus tard, le gouvernement français se solidarisa publiquement avec le général maronite chaque jour un peu plus isolé, y compris au sein du « camp chrétien ». Le 5 avril, il annonçait l'envoi au Liban de deux navires « d'assistance alimentaire et médicale », le navire-hôpital *la Rance* de la Marine nationale et un pétrolier chargé de fuel pour la centrale élec-

Suite page 4

La «perestroïka» provoque chaos économique et soulèvements nationalistes

Les élections en URSS

Un vote pour quoi?

Les récentes élections au Congrès des députés du peuple d'Union soviétique ont été un événement retentissant, dans le pays tout entier et à travers le monde entier. Des responsables de premier plan du Parti communiste ont été battus, certains même alors qu'ils étaient seuls candidats. « Le patron de Leningrad arrive dernier dans une course à un seul cheval », ironisait un journal de Londres. Le commandant des forces soviétiques en Allemagne de l'Est a été battu par un colonel qui faisait campagne pour l'abolition de la conscription et pour une armée de volontaires. A Moscou, Boris Eltsine, ex-lieutenant de Gorbatchev reconverti en démagogue « populiste », a remporté une victoire écrasante - 90 % des voix - contre un *apparatchik* local. Des nationalistes virulents, dont beaucoup réclament la sécession pure et simple d'avec l'Union soviétique, ont remporté une majorité des sièges dans les républiques baltes.

L'Union soviétique est devenue une marmite bouillonnante de passions politiques, attisées avant tout par le mécontentement économique et la résurgence des nationalismes. Quand Gorbatchev a accédé au pouvoir, il y a



Les élections au Congrès des députés du peuple ont déchaîné les passions politiques. Membres de l'Académie des sciences manifestant à Moscou.

quatre ans, il promettait « une accélération significative du progrès socio-économique », et le doublement de la production de biens de consommation avant l'an 2000. Aujourd'hui, le numéro un soviétique ne peut pas se montrer

en public sans se faire aborder par des citoyens qui se plaignent amèrement des pénuries de produits alimentaires et de tout le reste. « Récemment, on n'entend parler que de perestroïka et de glasnost », écrit un habitant d'un village de

l'Oural au journal des Jeunesses communistes. « Mais qu'est-ce qui a changé? Pourquoi le sucre est-il rationné? Pourquoi les uniformes d'écolier sont-ils rationnés, les chaussures chères et les salaires bas? »

Les républiques baltes - Lituanie, Lettonie et Estonie - sont devenues des bouillons de culture d'agitation anti-communiste et antirusse. Dans le Caucase, Arméniens et Azéris se sont entretués pour le contrôle du Nagorny-Karabakh, une région montagneuse reculée qui compte environ cent mille habitants. Début avril, Moscou a envoyé des troupes en Géorgie, pour essayer de contenir un conflit territorial entre les Géorgiens et une petite minorité turque. A Moscou et à Leningrad, les fascistes grand-russes de Pamiat terrorisent les intellectuels gorbatchéviens et répandent leurs ordures antisémites.

Les anticommunistes occidentaux pensent que leurs rêves les plus fous sont en train de devenir réalité. Dans la guerre froide, Gorbatchev brandit le drapeau blanc, abandonnant position après position - retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, réduction unilatérale des dépenses militaires sur tous les fronts. Des idéologues de la guerre froide comme Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter, prédisent la mort du communisme avant le XXI^e siècle. Ils prédisent que les conflits nationaux feront éclater l'URSS, à mesure que Gorbatchev introduira toujours davantage de mesures capitalistes dans l'économie - maximisation du profit pour les entreprises, licenciement des ouvriers en « sureffectif », augmentation du coût de la vie, décollectivisation de l'agriculture, développement des entrepreneurs privés.

Il est certain que les forces favorables à la restauration du capitalisme s'accroissent de façon menaçante. Mais il y a un obstacle de taille sur la voie d'une telle restauration : le prolétariat soviétique. Les travailleurs soviétiques

Suite page 6

Il faut sauver Mumia Abu-Jamal!

Le Partisan Defense Committee américain a lancé une campagne d'urgence pour sauver Mumia Abu-Jamal de la chaise électrique. Ex-membre du Black Panther Party (BPP), journaliste bien connu à Philadelphie pour ses reportages contre l'injustice raciste, surnommé « la voix des sans voix », Mumia Abu-Jamal, a été condamné à mort en 1982 pour ses convictions et son histoire politiques, à la suite d'une machination policière. Le 6 mars dernier, la cour suprême de Pennsylvanie a rejeté son appel et il attend désormais l'exécution de cette sentence injuste et barbare. Il faut sauver Mumia Abu-Jamal!

Maintenu dans l'isolement dans la prison de Huntingdon en Pennsylvanie, cet homme jeune fait aujourd'hui face à la mort parce qu'hier il a osé défier l'ordre capitaliste raciste. Son histoire est celle de toute une génération de militants noirs, depuis le mouvement pour les droits civiques jusqu'aux années Reagan, dont les meilleurs ont été jetés en prison ou assassinés par l'Etat. Comme Geronimo Pratt, Rubin Carter et d'autres militants de leur trempe, Mumia est jugé « dangereux » parce que pour l'Etat il est le symbole de la rébellion noire contre les conditions de vie inhumaines du ghetto noir. C'est pour cela que la peine de mort a été requise contre lui. Le District Attorney (procureur) déclara dans son réquisitoire : « Ce dont il s'agit, c'est de la loi et de l'ordre. »

Mumia fut, en 1968, à l'âge de quatorze ans, un des fondateurs de la branche de Philadelphie du BPP qui représentait l'expression la plus combative du nationalisme noir des années 60. Responsable de l'information, il écrivait alors pour le journal *Black Panther* qui, comme il se souvient, « chargeait mon stylo d'un caractère d'anti-autorité et d'anti-establishment qui subsiste toujours aujourd'hui ». En tant que responsable du BPP, il fut une des cibles du sinistre « Counter Intelligence Program » (COINTELPRO), programme de machinations et d'assassinats à laquelle J. Edgar Hoover, le directeur du FBI, avait confié la mission de « perturber, désorienter, discréditer et par ailleurs neutraliser » les groupes activistes noirs. Mumia a échappé aux balles meurtrières du COINTELPRO qui ont assassiné trente-huit Black Panthers, dont Fred Hampton et Mark Clark exécutés pendant leur sommeil. Il a continué à élever sa voix et à défier cette société d'oppression raciste comme journaliste, en racontant au jour le jour « les victoires et les tragédies des pauvres et des opprimés appartenant aux communautés noires et hispaniques ».

Il a continué à accumuler contre lui la haine des flics racistes de Philadelphie en devenant un sympathisant ouvertement connu de la communauté noire MOVE dont il a défendu,

en 1978, un des membres arrêté et accusé d'avoir tué un flic lors du siège du village MOVE de Powelton par six cents policiers armés jusqu'aux dents.

C'est cet homme dont la police de Philadelphie voulait la peau et finir le travail commencé en 1970 par le chef de la police d'alors, Franck Rizzo, et poursuivi par le maire démocrate noir d'aujourd'hui Goode. En 1970, Rizzo conduisit en personne un raid contre le local des BPP, traîna les militants dans la rue, les força à se déshabiller et les aligna contre un mur. Le 13 mai 1985,

Blancs, la cour accepta un Blanc comme juré alors qu'il avait admis qu'il ne pouvait être impartial et exclut onze jurés potentiels noirs sur simple requête du District Attorney (procureur). Le juge refusa à Mumia de citer comme témoins les flics qui l'avaient arrêté. Leur rapport de police attestait que Mumia n'avait fait aucune déclaration et leur comparution aurait été cruciale pour réfuter les affirmations d'autres flics comme quoi il aurait fait une confession pendant qu'il perdait son sang au bord du trottoir.



Mumia Abu-Jamal, surnommé « la voix des sans voix », à la station de radio WUHY à Philadelphie en 1980

Goode, en collaboration avec Meese du FBI, ordonna l'horrible bombardement de l'immeuble de MOVE, tuant ainsi onze personnes dont cinq enfants noirs.

Dans la nuit du 9 décembre, Mumia travaillait comme chauffeur de taxi. Il vit un flic frapper un de ses frères, arrêté pour une banale infraction au code de la route. Mumia se précipita et reçut une balle dans le ventre. Quand la fumée des armes se dissipa, le flic était mort et Mumia gisait sur le bord du trottoir, saignant abondamment. Les autres flics arrivèrent. Les témoins avaient des histoires contradictoires mais l'Etat tenait l'homme qu'il voulait.

Dans le procès qui s'ensuivit, tous les droits d'Abu-Jamal furent bafoués. La cour lui imposa un avocat commis d'office, et lui refusa le droit d'avoir John Africa, l'un des dirigeants de MOVE, comme conseiller pour sa défense. Pour obtenir un « bon » jury de

Finalment, cette sinistre parodie de justice s'est terminée le 3 juillet 1982 par une condamnation à la chaise électrique. Le procureur obtint la peine de mort avec l'argument que Mumia avait prévu de tuer un flic depuis douze ans. La preuve en étant qu'il était membre du BPP. Le procureur cita à l'appui le *Philadelphia Inquirer* de 1970 dans lequel Mumia utilisait le slogan des Panthers : « Tout le pouvoir au peuple. » Le procureur l'emporta en affirmant aux jurés que de toute façon Mumia ne mourrait pas, parce qu'il y aurait appel sur appel ! Mais rien n'est moins sûr car cette monstrueuse sentence continue d'être appliquée régulièrement aux USA, y compris à l'encontre d'adolescents, comme l'a dénoncé un récent rapport d'Amnesty International.

Les Etats-Unis et l'Afrique du Sud sont en effet, parmi les grands pays industrialisés, les seuls à maintenir la peine de mort. Ce n'est pas un hasard, car dans ces deux pays la peine capitale est l'héritage de l'oppression raciale qui nia à tout un peuple les droits humains fondamentaux, réduisant l'homme à l'état de bête de somme, propriété exclusive de son maître. Mais le maintien de cette barbarie légalisée est aussi la preuve que plus de culture et de technologie ne suffisent pas à rendre une société plus humaine, notion partie depuis longtemps dans la fumée des fours crématoires d'Auschwitz et de Treblinka.

La peine de mort est en fait un signe de faiblesse du régime en place où qu'il soit y compris en URSS où elle existe encore. La révolution victorieuse de 1917 l'avait abolie mais elle fut rétablie par la contre-révolution politique stalinienne. Son abolition fait partie

intégrante du retour nécessaire à la voie de Lénine et de Trotsky.

Même si la peine de mort a été abolie dans beaucoup de pays industrialisés modernes (depuis à peine moins de dix ans en France), c'est toujours le cri de ralliement de la réaction la plus abjecte, comme le montrent en France par exemple les manifestations régulières pour le rétablissement de la peine de mort organisées par Le Pen et Cie, profitant cyniquement de l'émotion causée par tel ou tel crime sordide.

La peine de mort est la torture la plus définitive dans ses conséquences. Mais elle n'a jamais empêché les crimes violents, qui n'existent pas plus dans les pays où elle a été abolie. En fait, ces appels sinistres en faveur de la peine de mort émanent de ceux qui ont peur de la pauvreté et de la décadence engendrées par un système qu'ils défendent et qui produit le crime et la violence. Ils essaient ainsi d'organiser la frustration et la colère des victimes de ces violences contre les plus opprimés et les plus exploités.

La peine de mort est en fait l'institutionnalisation et la monopolisation par l'Etat, sous couvert de la légalité, du plus violent des crimes. En cela, elle n'est pas une aberration d'un système social décadent mais le symbole de la malfaisance de la classe dominante. Et le cas de Mumia Abu-Jamal en est la preuve la plus éclatante, car non seulement sa condamnation à mort est l'expression même de la barbarie et de la cruauté arbitraires de cette ultime forme de terreur d'Etat mais aussi du racisme inhérent à son application.

La lutte de Mumia pour vivre doit être notre lutte ! Son cas doit devenir un symbole de la lutte contre l'injustice raciste et contre la peine de mort ! Le PDC a déjà organisé aux Etats-Unis des manifestations et obtenu un large soutien parmi les syndicalistes et les organisations démocratiques pour sauver Mumia. Le 8 avril dernier, dans une manifestation contre la peine de mort appelée par Amnesty International à Chicago, le PDC lançait un appel pour sauver la vie de Mumia.

Aider à sauver cet homme courageux c'est aussi aider à sauver tous ceux qui aujourd'hui font face à leur bourreau. Mumia Abu-Jamal ne doit pas mourir ! Abolition de la peine de mort aux USA !

Pour rejoindre cette campagne d'urgence pour sauver la vie de Mumia Abu-Jamal, envoyez vos lettres et vos dons au : Partisan Defense Committee, PO Box 99, Canal Street Station, New York 10013, Etats-Unis.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforgier la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : Xavier Brunoy, William Caznavé (rédacteur en chef), Gilles Cazin, Marc Delvaux, Ian Donnelly, Suzanne Girard, Federico Parodi, Henri Riemann, Josic Thanner, Jean Thimault.

REALISATION : Ian Donnelly. DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10

Imprimerie : Gaspard-Monge 55, rue du Fossé-Blanc

92230 Gennevilliers Commission paritaire : n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

A Spartacist Pamphlet 75c A Spartacist Pamphlet 75c A Spartacist Pamphlet 1100

Black History and the Class Struggle
No. 3
Massacre of Philly MOVE

Black History and the Class Struggle
No. 4
Black Soldiers in the Jim Crow Military

Black History and the Class Struggle
No. 5
Finish the Civil War!

Black History and the Class Struggle
7 F (32 pages)

Pour toute commande : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Maquignonnage entre LO et la LCR

L'«extrême gauche» profonde

De temps à autre, la LCR de Krivine et LO d'Arlette Laguiller nous servent en commun une soupe électorale insipide. Cette fois-ci, Lutte ouvrière se présentera seule aux élections européennes de juin prochain, et ce après avoir rompu les négociations avec la LCR.

N'allez pas croire que les duettistes de l'«extrême gauche» se soient déchirés sur des questions de programmes ou de principes politiques. Non, ils se sont séparés sur des problèmes de gros sous, Lutte ouvrière ne voulant pas supporter la plus grosse part du fardeau financier que représente une telle campagne. La LCR, apparemment exsangue après l'aventure catastrophique avec le réformiste écolo-social-démocrate Juquin, a tenté de faire des économies en faisant payer à LO l'utilisation de son imprimerie et de son «travail militant».

L'abondant échange de correspondance publié en partie dans les pages de *Lutte Ouvrière* et de *Rouge* est hal-

lucinant, truffé de chiffres, de tableaux comparatifs, de sous-entendus vengeurs et de récriminations mesquines. On a parfois l'impression de lire le dialogue d'un film de comédie paysanne, tel que le cinéma de série B français a le secret ! Tout porte à croire que LO a décidé de publier la majeure partie des dizaines de pages de prose d'apothicaire pour «démâser» le peu de sérieux de la LCR. Mais quand on n'a pas le sens de l'humour, ce qui est une des tristes caractéristiques de Lutte ouvrière, on en perd le sens de la réalité, et en faisant déballage du marchandage, LO ne voit visiblement pas que le ridicule touche les deux organisations.

L'ensemble de la querelle de maquignon fait irrésistiblement penser au cousin falot mais besogneux (LO) qui, après des années d'humiliations, se venge de son parent «brillant» et hâbleur mais pique-assiette (LCR). *Lutte Ouvrière* (n° 1091, 29 avril) «révèle» le secret de polichinelle de l'«extrême gauche», à savoir que LO a «à plusieurs reprises assumé la plus grande

partie des efforts financiers et militants d'initiatives communes (Européennes de 1979 ou fêtes communes).»

Et ce faisant, les deux compères donnent une magistrale illustration de leur opportunisme. On apprend qu'ils ont une divergence «importante» sur les conséquences de «l'Europe de 93». La LCR fait remarquer ce que tout le monde sait, à savoir que le projet des bourgeois européennes aura comme effet, entre autres, des attaques renouvelées contre la condition des travailleurs et Lutte ouvrière s'envole dans l'abstraction en condamnant «l'impuissance des bourgeois européennes à s'unifier», cachant mal sa ligne habituelle : «rien ne change». Mais tout cela n'est pas grave, cette divergence «importante» n'aurait pas empêché une campagne de propagande commune à la «condition que sur le matériel commun chaque organisation soit prête à ne pas utiliser des formules inacceptables pour l'autre», «c'est-à-dire non choquantes» (*Lutte Ouvrière* n° 1090, 22 avril). On atteint le degré zéro de la

politique opportuniste.

Mais en fin de compte, ce «débat» rate volontairement le point essentiel, ce qui justement leur a permis d'envisager une propagande commune : l'Europe de 93 n'est pas simplement une tentative des impérialistes européens de mettre en place un système protectionniste contre les autres impérialistes asiatiques et américains, mais c'est aussi et surtout le pendant économique d'une alliance militaire contre l'URSS. Et nos opportunistes, qui sont farouchement contre la défense militaire de l'URSS, sont d'accord pour faire semblant de ne pas voir le débat central qui agite les «idéologues» de la bourgeoisie : doit-elle pratiquer une «Ostpolitik» à l'allemande et miner par le biais économique les Etats ouvriers déformés et dégénérés ou bien une politique militaire agressive (préconisée par exemple par Minc) pour arriver à ses fins : une Europe capitaliste de Dublin à l'Oural !

Derrière la dispute sordide sur les sous, il y a une unité bien réelle : l'antisoviétisme.

Quant à nous, nous disons, comme depuis 1979, que les travailleurs européens doivent rester chez eux le jour des élections des «députés» européens, façade «parlementaire» à une alliance militaire contre l'Union soviétique. ■

L'assassinat de Tjibaou et Yeiwéné

6 mai - Il y a 48 heures, tombait la nouvelle de l'assassinat à Ouvéa de Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, et de Yeiwéné Yeiwéné, le numéro deux du mouvement nationaliste kanak. Tous deux participaient, avec d'autres dirigeants kanaks, à une cérémonie coutumière de «levée de deuil» organisée à la mémoire des dix-neuf militants indépendantistes d'Ouvéa abattus, un an auparavant, par la soldatesque coloniale chiraquienne montée à l'assaut de la grotte de Gossanah. Chef indépendantiste de la tribu de Gossanah, Djubelly Wéa, présenté comme un opposant à la politique de «réconciliation» menée par Tjibaou (exprimée dans les accords de Matignon) et comme l'organisateur du crime, a été tué par un des gardes du corps de Tjibaou. André Tangopi, qui serait un proche de Djubelly Wéa, a été arrêté et inculpé d'assassinat et de tentative d'assassinat.

Nous, trotskystes qui combattons fermement pour l'indépendance immédiate et sans condition de la Nouvelle-Calédonie, condamnons ce crime politique, et avec d'autant plus de force qu'il pourrait servir de prétexte aux ultras du RPCR et aux fascistes du Front national pour enclencher le processus d'un bain de sang contre les Kanaks.

Non sans une certaine précipitation, le haut commissaire, Grasset, publiait, quelques heures seulement après l'assassinat, un communiqué affirmant que Djubelly Wéa aurait «tiré à bout portant» sur Tjibaou et Yeiwéné. Les quelques témoignages relatés par la presse décrivent en fait une situation quelque peu plus confuse. Selon Philomène Machoro, sœur d'Eloi abattu en 1985 par le GIGN de Mitterrand, présente à Ouvéa, «Djubelly est arrivé à la hauteur de Yeiwéné, il a mis la main dans son panier, il a sorti son pistolet et a tiré sur Yeiwéné à bout portant» (*l'Humanité*, 6 mai). Mais qui aurait tiré sur Tjibaou ? Placé à quelques pas de Yeiwéné, Léopold Jorédié, numéro trois du FLNKS, témoigne sur RFO : «[...] j'ai vu Djubelly qui tenait un pistolet en l'air en criant "Vive l'indépendance". [...] un des

gardes du corps de Jean-Marie Tjibaou est sorti devant moi. Djubelly se retournait pour nous pointer avec son arme, quand le garde du corps lui a tiré dessus. Il a été foudroyé. Il y a eu au moins quatre à cinq coups de feu. Djubelly n'a pas été le seul à tirer» (*Libération*, 6-7 mai). Une journaliste australienne assistant à la cérémonie, Sarah Walls, reconnaît qu'«avec plusieurs centaines de personnes s'activant à un endroit sombre, il était impossible de savoir d'où venaient les coups de feu» (*Sydney Morning Herald*, 5 mai).

L'enquête aux mains des flics et juges coloniaux - et avec l'organisateur présumé de l'attentat lui-même mort - risque fort d'être «contestable», pour reprendre le mot pudique des conseillers de Rocard : «Il y a eu, en Nouvelle-Calédonie, des enquêtes contestables et contestées qui doivent inciter à la prudence des interprétations» (*Libération*, 5 mai). Rappelons en effet le massacre d'Ouvéa de 88 ! Il a fallu des mois pour qu'un coin du voile soit levé (et vite rabattu !) sur les exécutions sommaires d'indépendantistes après leur arrestation, sur les ratissages et autres interrogatoires musclés, y compris avec recours à la torture.

La fragile accalmie qu'a connue la Nouvelle-Calédonie est menacée. Les accords signés le 26 juin 1988 entre Tjibaou et Lafleur, sous les auspices de Rocard, ont été salués, du RPR au PCF, comme une issue inespérée à un bain de

sang qui semblait alors inéluctable. Mais ces accords de Matignon, précisément parce qu'ils sont des accords coloniaux (qui préservent les intérêts fondamentaux de l'impérialisme français et installent ce que nous avons dénoncé à l'époque comme «un régime de bantoustans pour les Kanaks») ne règlent rien. Au contraire, depuis un an, «les accords de Matignon ne trouvent pas encore leur concrétisation sur le terrain et déjà la déception gagnait certains militants, en particulier à Canala, où les "guérilleros" du FLNKS avaient été les derniers à déposer les armes» (*le Monde*, 6 mai). Même d'après *France-Soir* (5 mai), Tjibaou, qui avait pourtant jeté tout son poids pour faire accepter à ses militants réticents ces accords traîtres, aurait déclaré : «Je me suis fait rouler.» Et *France-Soir* d'ajouter très énigmatiquement : «Peut-être l'a-t-il dit trop fort...» Les dissensions semblent s'être envenimées à l'intérieur du FLNKS. L'exclusion prononcée à l'égard du FULK, pour son opposition aux accords Matignon, en est un indice. Et Jorédié déclarait même récemment qu'«il y a au sein des partis indépendantistes un mouvement qui se fait et qui prône l'élimination physique des responsables de l'Union calédonienne [l'organisation majoritaire dans le FLNKS]» (*l'Humanité*, 6 mai) !

L'assassinat de Tjibaou et Yeiwéné a réveillé les appels de toute la racaille anti-indépendantiste à la «chasse aux

terroristes». Et les *France-Soir* et autres *Figaro* «redécouvrent» même pour l'occasion l'interdisable «piste libyenne» ! Pendant que Pons appelait à ce que «soit mise hors d'état de nuire [la minorité violente et agissante]» (*France-Soir*, 5 mai), Le Pen annonçait avec délice un processus d'«algérisation». En Nouvelle-Calédonie, «algérisation» signifie, étant donné le nombre et l'armement des Caldoches «loyalistes», le massacre de la population kanake.

Mais comme nous l'écrivions déjà dans le *Bolchévik* n° 84 (juin 1988), «l'impasse tragique en Nouvelle-Calédonie est aussi celle du nationalisme étroit du FLNKS, dont la logique exclut d'une Nouvelle-Calédonie indépendante toutes les autres communautés (les Caldoches mais aussi les Tahitiens, Wallisiens, etc.) qui ont les mêmes droits légitimes que les Kanaks à vivre sur cette terre [...]. Ce qu'il faut, c'est constituer une coalition des travailleurs conscients de toutes les ethnies de l'île pour jeter à la mer les troupes et l'administration françaises, une coalition rassemblée sur la base d'un programme garantissant les droits démocratiques à l'existence pour tous ceux qui désirent vivre dans une Nouvelle-Calédonie indépendante. Cela nécessite une liaison étroite avec les luttes des prolétaires de la région, notamment australien et néo-zélandais.» Indépendance immédiate de la Nouvelle-Calédonie et des autres colonies françaises ! Impérialisme français, hors du Pacifique ! ■



Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné

POUR CONTACTER LA LTF

- Paris** Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49
- Rouen** Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tel: 35 73 74 47
- Lyon** Spartacist
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17



Der Spiegel

Le général Aoun. Ses alliés des « Forces libanaises ».



Der Spiegel

Liban...

Suite de la page 1

trique libanaise de Zouk - en même temps qu'il expédiait devant les côtes libanaises deux navires nettement moins « humanitaires », l'avis d'Estienne d'Orves et la frégate Duplex. Le même jour, débarquait à Beyrouth un émissaire spécial du gouvernement, François Deniau, connu pour ses liens avec la bourgeoisie maronite.

En France, tandis que la droite catholique appelait à une nouvelle croisade en défense de la « chrétienté d'Orient », le très mitterrandiste Libération expliquait qu'il fallait soutenir Aoun dans son combat pour « refaire un Liban démocratique et multiconnautaire ». Mitterrand évoquait en termes lyriques la « solidarité instinctive de la France avec le Liban qu'elle n'a jamais abandonné », précisant qu'« aujourd'hui, ce sont les Libanais chrétiens qui sont menacés dans leur vie et leur sécurité » (le Monde, 8 avril).

...ET PERD

Mais à peine engagée, l'opération française tournait en eau de boudin. Le jour de son arrivée, Deniau se retrouvait bloqué dans la cave de l'ambassade de France par un déluge d'obus, tandis que le chef druze Joumblatt proférait à l'égard du gouvernement français des menaces d'actions violentes et que trois vedettes lance-missiles syriennes pénétraient dans le port de Tripoli, dans le nord du Liban. Envoyé à Washington pour obtenir le soutien des Etats-Unis pour Aoun et l'opération mitterrandesque, le ministre des Affaires étrangères français essaya un refus clair et net de l'administration Bush de soutenir l'un comme l'autre, et en général de remettre le pied dans le borbier libanais. « En fait », écrira quelques jours plus tard le correspondant du Monde, « les Etats-Unis ont d'emblée considéré avec scepticisme la déclaration de guerre d'indépendance lancée par le général Aoun et ne sont pas loin de le rendre responsable du carnage actuel. Ils estiment, d'autre part, que toute leur action dans la région doit être

consacrée au conflit israélo-arabe et qu'il vaut mieux dans cette perspective ménager la Syrie » (le Monde, 20 avril).

BOURBIER LIBANAIS ET POUDRIERE MOYEN-ORIENTALE

Depuis des années, l'impérialisme américain travaille en effet avec obstination à bâtir au Moyen-Orient une « Pax americana », une grande alliance antisoviétique qui réunirait sous la houlette de Washington les terroristes d'Etat sionistes et les différents régimes bourgeois arabes. Ceci suppose, évidemment, un « règlement de la question palestinienne », comme toujours sur le dos du peuple palestinien, lequel se verrait octroyer, en guise de « patrie », un « mini-Etat » - en fait, un bantoustan où le drapeau de l'OLP d'Arafat servirait de façade à une étroite tutelle israélo-jordanienne.

Aujourd'hui, les Etats-Unis entendent bien profiter de la politique de conciliation tous azimuts poursuivie par l'équipe Gorbatchev pour reprendre l'initiative diplomatique au Moyen-Orient. Cependant l'administration Bush, échaudée par le désastre de l'intervention des Marines au Liban en 1982-83, sait aussi que toute la région, déchirée par l'agressivité de l'expansionnisme sioniste, par les haines intercommunautaires et les rivalités féroces de régimes nationalistes aussi réactionnaires que puissamment armés, est une redoutable poudrière où la politique de la canonniers et du « gros bâton » n'est plus de mise.

Au Liban, le général Aoun et les Forces libanaises sont maintenant soutenus et armés par l'Irak de Saddam Hussein, qui vient d'émerger de sa guerre sordide contre l'Iran avec l'armée la plus puissante et la mieux aguerrie du monde arabe. N'importe quel conflit au Moyen-Orient pourrait rapidement dégénérer en embrasement général de toute la région, voire jouer le rôle de détonateur d'une troisième guerre mondiale - ne serait-ce que parce que les dirigeants sionistes ont à leur disposition un arsenal de plus d'une centaine de bombes nucléaires. Et c'est dans ce champ de mines que la France de Mitterrand joue à la grande puissance, qu'après avoir soutenu et

armé l'Irak jusqu'aux dents dans la guerre du Golfe, elle cherche maintenant à revenir en force dans le borbier libanais. Les manigances de l'impérialisme français au Moyen-Orient sont aussi dangereuses que minables.

TOUTE HONTE BUE

Quelques jours à peine après le départ de la Rance, le gouvernement français n'avait plus qu'un seul espoir : empêcher la débâcle qui annonçait de tourner au désastre complet. La seule solution était désormais d'opérer une humiliante reculade. De « geste poli-

avortée de Mitterrand et Cie pour reprendre pied à Beyrouth n'aura fait qu'enfoncer un peu plus profondément le Liban dans l'horreur d'une guerre civile sans fin ni merci.

UNE GUERRE DE GANGSTERS

La « guerre civile » libanaise, en fait, n'oppose - il serait plus juste de dire qu'elle ne réunit - que quelques dizaines de milliers de membres de milices confessionnelles bien payées et armées jusqu'aux dents. Ces véritables « seigneurs de la guerre », chacun tour à tour allié puis ennemi des terroristes d'Etat sionistes et des nationalistes sanguinaires du Baas syrien, se livrent depuis des années à une féroce lutte pour l'hégémonie, dans laquelle les massacres de populations civiles sans défense servent d'instruments pour des manœuvres politiques machiavéliques, dignes des magouilles tortueuses du temps du mandat français.

L'armée du général Aoun, que les médias français aux ordres se sont efforcés des semaines durant de présenter comme une force « non confessionnelle », n'est jamais qu'une de ces bandes de gangsters appuyées sur une des communautés du patchwork ethnico-religieux libanais. Issue de la scission de la fraction de l'ancienne armée libanaise encadrée par des officiers chrétiens maronites (l'autre moitié, sous commandement chiite, se trouve actuellement dans le camp prosyrien), elle



AP

Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest ont été pilonnées pendant des semaines par l'artillerie lourde des deux côtés.

tique » de solidarité avec Aoun, l'envoi des navires français se transforma en aide « strictement humanitaire destinée à tous les Libanais sans distinction ». Expédié en catastrophe à Beyrouth, le ministre de l'« action humanitaire » Bernard Kouchner réussit, après une semaine de laborieuses tractations sous les bombes, à obtenir que la Rance, sans pouvoir accoster, évacue vers la France quelques dizaines de blessés des deux camps qui auraient aussi bien pu continuer à être soignés au Liban. Buvant le calice jusqu'à la lie, le gouvernement français sera contraint de désavouer publiquement les déclarations de Deniau qui, à son retour de Beyrouth, s'en était pris en termes violents à la Syrie.

Tout ouvrier conscient, tout militant anti-impérialiste normalement constitué ne peut que se féliciter de cette déconfiture lamentable des ambitions néocoloniales de l'impérialisme français au Liban - ce n'est pas tous les jours qu'on peut voir un ministre en exercice du gouvernement Mitterrand obligé de se réfugier dans les caves de son ambassade dans une ex-colonie française. Malheureusement, les obus qui ont obligé Kouchner à cet exercice humiliant ont aussi tué ou mutilé des dizaines de civils innocents - au bout du compte, cette nouvelle tentative

présente la particularité d'avoir hérité d'un certain nombre d'attributs du défunt Etat libanais (ambassades, passeports et papier à en-tête) - ce qui ne l'a pas empêchée d'inaugurer sa prétendue « guerre de libération nationale » en bombardant sauvagement les quartiers les plus peuplés du centre de Beyrouth-Ouest à une heure d'affluence, faisant une trentaine de morts et plus de cent blessés.

L'HERITAGE EMPOISONNE DU COLONIALISME FRANCAIS

Et en même temps qu'elle présente Aoun et sa clique comme les héros d'une « guerre de libération nationale contre l'occupant syrien » - la presse bourgeoise française est bien obligée de reconnaître que le « sentiment national » de la grande majorité des Libanais ne pèse que d'un poids très limité comparé aux solidarités communautaires. Et pour cause ! Le Liban, comme la plupart des Etats de la région, est une création totalement artificielle des puissances coloniales - en l'occurrence, de la France qui, après la Première Guerre mondiale, a découpé, autour du Mont-Liban, un morceau du défunt Empire ottoman pour créer un Etat dominé par la bourgeoisie maronite pro-

Suite ci-contre

LE BOLCHEVIK

Grève générale pour faire reculer Mitterrand!

Mettre le paquet pour gagner!

Corse : la grève défie le gouvernement

CDT ASSOCIATIONS

NON BOURGEOIS

LIBERATION

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Libération immédiate des militants indépendantistes antillais !

Procès colonial à Paris

Du 22 mai au 2 juin, se tiendra à Paris le procès colonial de seize militants indépendantistes antillais (Guadeloupéens et Martiniquais). La justice coloniale commémore à sa manière l'abolition définitive de l'esclavage, le 22 mai 1848, dans les Antilles « françaises ».

Certains des militants indépendantistes inculpés ont déjà été condamnés à de lourdes peines de prison : sept ans pour Henri Peratout et Henri Amédien, huit pour Henri Bernard, dix pour Jacques Grizelin et Joël Nankin, douze pour Michel Louis-Sydney, dix-sept pour Humbert Marbœuf et vingt-trois pour Luc Reinette. Huit autres militants sont en liberté provisoire en Guadeloupe, après avoir subi de longs mois de détention à Paris. Il s'agit de Max Cointre, Michèle Fabre, Nicole Frejaville, Georges Luissaint, Marie-Georges Michel, Hugues Razan, Casimir Sorlingues-Trebor et Lucien Viardot. Les faits qui sont reprochés à tous concernent les attentats qui, depuis 1980, ont, sans faire de victimes, visé des édifices-symboles du pouvoir colonial.

Dans les Antilles, l'« ordre » du sabre colonial règne. Et la presse française aux ordres distille au compte-gouttes les informations concernant la

répression coloniale et raciale qui s'abat sur la Martinique et la Guadeloupe, soi-disant départements français à quelque sept mille kilomètres de la métropole, en pleine mer des Caraïbes. Les perquisitions, arrestations, déportations et procès se succèdent au rythme de l'exacerbation de l'exploitation, du pillage et de la rapacité des vautours impérialistes tricolores en Martinique, Guadeloupe et autres colonies françaises. Le devoir internationaliste élémentaire de tout militant ouvrier est d'être aux côtés de ces peuples dans le combat pour leur indépendance. Nous, trotskystes, réclamons : Libération immédiate de tous les militants indépendantistes emprisonnés ! Levée de toutes les inculpations !

Ces « départements d'outre-mer » étouffent sous un régime colonial de fait, rendant ces deux îles totalement dépendantes de la métropole. Dans ces pays de monocultures destinées à l'exportation, l'agonie de la production sucrière et bananière depuis les années 60 a poussé des dizaines de milliers de travailleurs à l'exode rural et surtout à l'émigration en métropole. Près de 300 000 Antillais résident actuellement en France – soit près d'un Antillais sur trois – et sont soumis comme tout travailleur immigré à la terreur et à la

discrimination racistes quotidiennes. Depuis les millions de cadavres d'esclaves jusqu'au massacre de mai 1967 à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), l'impérialisme français accomplissait sa « mission civilisatrice », dans les Antilles comme dans les autres colonies, par le fer et le sang. Et Mitterrand est le digne continuateur de cette domination dans les Antilles. Pas seulement au profit des békés (colons d'origine européenne) ou des grandes sociétés capitalistes métropolitaines. Indépendance totale, immédiate et sans conditions de la Guadeloupe, de la Martinique et autres colonies françaises ! Pour l'impérialisme français, la Martinique et la Guadeloupe constituent avec la Guyane un pied dans ce « lac américain » qu'est la mer des Caraïbes et aussi un avant-poste dans le dispositif stratégique antisoviétique, où sont tout proches le Salvador et le Nicaragua, la Grenade et Cuba.

Aux nationalistes et indépendantistes d'une seule île nous disons que la résolution des tâches démocratiques et de libération nationale passe par une révolution socialiste sous la direction du prolétariat antillais qui a derrière lui une forte tradition de luttes. Mais la condition de la victoire est dans la construction dans les Antilles et toute



Luc Reinette a déjà été condamné à 23 ans de prison par les tribunaux coloniaux.

la région de partis ouvriers fermement internationalistes – de partis léninistes-trotskystes armés du programme de la révolution permanente. Pour une fédération soviétique des Caraïbes, partie intégrante des Etats-Unis socialistes d'Amérique latine !

Liban...

Suite de la page 4

française. Et c'est encore la France qui, en 1943, a imposé au Liban un gouvernement pseudo-« démocratique » où les parts du gâteau étaient distribuées à l'avance aux notables des différentes communautés, avec les maronites sur le dessus du panier et les musulmans, en particulier les chiïtes, au fond. Le Liban ne constitue pas une nation mais un patchwork instable de communautés ethniques/religieuses qui pour la plupart débordent de ses frontières artificielles – de ce fait, la Syrie n'est pas plus « une force étrangère » au Liban qu'un maronite de Beyrouth n'est un « compatriote » d'un druze du Chouf.

C'est l'éclatement brutal de cet édifice confessionnel inique et vermoulu qui, en 1975 précipitera le pays dans la guerre civile. Aujourd'hui, toutes les milices libanaises sans exception ont pour seul objectif de repartager à leur profit le gâteau confessionnel. A cet égard, il est tout simplement grotesque de présenter les milices rivales de celles du « réduit chrétien » comme le « gouvernement légitime » du pays, ce que fait le plus sérieusement du monde l'Humanité depuis le début des bombardements. On trouve actuellement dans le camp anti-Aoun de bien curieux « progressistes », comme un certain Elie Hobeika qui participait le 4 avril dernier, aux côtés des chefs de clan Joumlatt et Berri et du numéro un du PC libanais Georges Haoui, à une délégation des groupes pro-syriens à Damas : en septembre 1982, ce personnage, alors responsable des « services de renseignement » des Forces libanaises de Pierre Gemayel, se trouvait en personne à la tête des commandos de tueurs phalangistes qui massacrèrent plusieurs milliers de civils palestiniens sans défense dans les camps de Sabra et Chatila.

Cet abominable massacre avait été organisé et supervisé par le gouvernement israélien, dont l'armée encerclait les camps de Beyrouth. Il avait aussi été préparé par le désarmement et l'évacuation des combattants palestiniens de Beyrouth, quelques jours plus tôt, par les Marines, les bersaglieri et les paras français de la « force d'interposition » appelée par la direction de l'OLP. Du PCF à la LCR, la gauche et l'« extrême gauche » front-populiste, en pleine euphorie pro-Mitterrand un an après le « 10 mai », avaient alors applaudi comme un seul homme l'envoi de la soldatesque impérialiste au Liban – aujourd'hui encore, le PCF continue à se féliciter que « le gouvernement français – auquel participaient des ministres communistes » ait contribué à l'« évacuation "dans l'honneur" » des combattants palestiniens (l'Humanité, 2 mai) ! A l'époque, nous avons été les seuls à rompre cette « union sacrée » néo-coloniale. Dès l'envoi des paras, avant les massacres, nous lançons cette mise en garde : « Les paras de Mitterrand ont débarqué au Liban, de retour dans cet ancien protectorat de la France pour surveiller la liquidation de l'OLP [...]. Mitterrand ajoute le Liban à Suez et à l'Algérie dans la longue liste de crimes impérialistes perpétrés par la social-démocratie française avec l'aval du PCF » (tract diffusé à la manifestation du 24 août 1982).



Le massacre de Sabra et Chatila en septembre 1982 – Les paras français avaient désarmé et évacués les combattants de l'OLP.

niens de Beyrouth, quelques jours plus tôt, par les Marines, les bersaglieri et les paras français de la « force d'interposition » appelée par la direction de l'OLP. Du PCF à la LCR, la gauche et l'« extrême gauche » front-populiste, en pleine euphorie pro-Mitterrand un an après le « 10 mai », avaient alors applaudi comme un seul homme l'envoi de la soldatesque impérialiste au Liban – aujourd'hui encore, le PCF continue à se féliciter que « le gouvernement français – auquel participaient des ministres communistes » ait contribué à l'« évacuation "dans l'honneur" » des combattants palestiniens (l'Humanité, 2 mai) ! A l'époque, nous avons été les seuls à rompre cette « union sacrée » néo-coloniale. Dès l'envoi des paras, avant les massacres, nous lançons cette mise en garde : « Les paras de Mitterrand ont débarqué au Liban, de retour dans cet ancien protectorat de la France pour surveiller la liquidation de l'OLP [...]. Mitterrand ajoute le Liban à Suez et à l'Algérie dans la longue liste de crimes impérialistes perpétrés par la social-démocratie française avec l'aval du PCF » (tract diffusé à la manifestation du 24 août 1982).

POUR UNE FEDERATION SOCIALISTE DU PROCHE-ORIENT !

Ce n'est pas par hasard si la Syrie s'entoure aujourd'hui d'alliés du genre d'Elie Hobeika : c'est pour briser les reins aux combattants palestiniens de

l'OLP installés au Liban qu'en 1976 le régime d'Assad est intervenu militairement pour la première fois dans ce pays aux côtés des milices maronites. Depuis cette date, les Syriens ont travaillé sans relâche à liquider toute présence palestinienne indépendante au Liban, aidés en cela à tour de rôle par les sionistes et par les différentes milices confessionnelles. Le sort effroyable qu'ont subi, depuis 1976, les réfugiés palestiniens au Liban est la preuve la plus flagrante et la plus tragique que la cause d'aucune des différentes milices qui mettent aujourd'hui ce pays à feu et à sang n'a le moindre caractère « progressiste ». Ce que nous écrivions en septembre 1986, après le retrait du Liban des derniers « observateurs » militaires français, reste aujourd'hui

tristement d'actualité : « Début 1975, la situation rendue explosive par un déséquilibre croissant entre les masses musulmanes appauvries et la domination politique et économique de la caste chrétienne maronite, le Liban s'est trouvé au bord d'un soulèvement révolutionnaire qui aurait pu changer radicalement la situation politique dans toute la région, et en tout premier lieu en Syrie. Mais cette situation explosive fut transformée, avec les provocations maronites et les représailles organisées par les chefs de clan musulmans traditionnels (soutenus par les dirigeants nationalistes palestiniens) en onze ans d'affrontements intercommunautaires sordides. Pour mettre fin à ces tueries, balayer le système confessionnel inique et pourri, pour que les masses musulmanes démunies aient la possibilité de mener une vie décente, la seule solution est une révolution sociale qui mobilise tous les opprimés, non pas les uns contre les autres en défense de "leurs" féodaux, mais tous ensemble contre les bourgeoisies chrétiennes et musulmanes, contre la domination impérialiste. La seule voie réaliste pour faire sortir cette région de la spirale sans fin des massacres et des génocides, c'est une fédération socialiste du Proche-Orient. Cette perspective est nécessairement liée au renversement de l'Etat sioniste par le prolétariat de langue hébraïque et arabe d'Israël. Pour la construction de sections d'une Quatrième Internationale reforgée ! »

En octobre 1983, le général Imbot visitait la soldatesque française à Beyrouth. L'aventure néo-coloniale de Mitterrand allait bientôt tourner court.



URSS...

Suite de la page 1

manifestent une profonde méfiance à l'égard des « réformes » orientées vers le marché de Gorbatchev. Le soviétologue américain Jan Vanous écrit : « Un des éléments les plus conservateurs, c'est peut-être les ouvriers, qui sentent qu'avec quelque changement que ce soit, la situation va d'abord empirer. Et en fait, c'est ce à quoi ils assistent ; leurs pires craintes se trouvent confirmées [...] » (Soviet Economy, avril-juin 1988). Les ouvriers soviétiques veulent conserver les acquis sociaux de la Révolution bolchévique, de manière très concrète la sécurité économique, un coût de la vie modéré et stable, et une société relativement égalitaire.

Mais la résistance ouvrière à la *perestroïka* est demeurée jusqu'à présent passive, inorganisée, et n'a pas trouvé d'expression politique. C'est pourquoi la scène politique est dominée par des réformateurs gorbatchéviens, des libéraux pro-occidentaux, des nationalistes en tous genres, les fascistes de Pamiat et des démagogues populistes comme Eltsine. Il faut construire à nouveau un parti bolchévique authentique en Union soviétique, un parti qui combattra non seulement la trahison stalinienne de la révolution, mais aussi toutes les formes de nationalisme et de chauvinisme, les illusions libérales et pacifistes et le restauracionnisme capitaliste déclaré. Un tel parti inscrira sur son drapeau, pour reprendre la formule de Trotsky, « le renversement de la bureaucratie en URSS et la régénération de la démocratie soviétique sur des bases économique et culturelle plus élevées qu'en 1918 ».

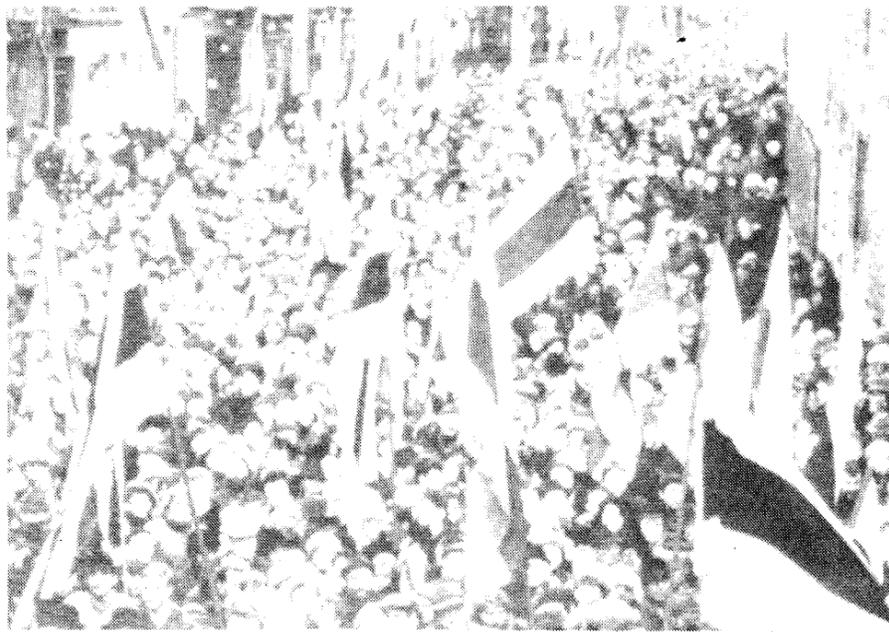
QUI A PERDU ? QUI A GAGNÉ ?

A des journalistes de la télévision qui lui demandaient pour qui elle avait voté, une femme répondit : « Contre ce que nous avons maintenant. » Cela résume bien l'état d'esprit de la population. La plupart des médias bourgeois occidentaux présentent les résultats des élections comme une condamnation du régime communiste. Gorbatchev, de son côté, affirme que les électeurs ont exprimé un soutien enthousiaste pour sa « nouvelle pensée politique » : « En un mot, camarades, les gens ont accepté la politique de *perestroïka* avec leur cœur et leur raison. Cela, si vous voulez, constitue le principal résultat politique de ces élections [...]. Ceux [des responsables] qui ont été battus sont ceux qui ont tardé à se reconstruire eux-mêmes, qui n'ont pas renforcé leurs liens avec les travailleurs » (Sun de Baltimore, 31 mars). Il y a pas mal de vrai dans cette dernière affirmation.

Youri Soloviev, le numéro un du parti à Leningrad, a jadis fait partie du groupe de Grigori Romanov, qui diri-



Eltsine, l'apparatchik stalinien devenu démagogue populiste



Turnley/Newsweek

Ci-dessus : manifestation en Lituanie sous le drapeau de l'Etat bourgeois réactionnaire de l'entre-deux-guerres. Le plus grand danger nationaliste en URSS est celui du nationalisme grand-russe : le « Führer » de Pamiat, Dimitri Vassiliev, appelle aux pogromes antisémites (ci-contre).



G. Neri

geait la ville du temps de Brejnev. Romanov et sa clique s'étaient distingués pour avoir soustrait le service en porcelaine de Catherine II du musée de l'Hermitage et l'avoir brisé en mille morceaux au cours d'une beuverie. Soloviev et Cie sont ouvertement hostiles aux intellectuels gorbatchéviens, et ils se sont faits les protecteurs attentionnés des nervis fascistes de Pamiat. Les responsables de Kiev qui ont mordu la poussière font partie de la très impopulaire direction ukrainienne derrière Vladimir Chtcherbitski, un rescapé de l'époque de Brejnev. Chtcherbitski, qui manifeste peu d'enthousiasme pour la *glasnost* (transparence), a fait emprisonner plusieurs agitateurs nationalistes ukrainiens quand Gorbatchev a visité son fief en février dernier. Mais si certaines grosses légumes du parti ont pris une veste dans les élections, les démettre de leur poste bureaucratique est une autre affaire.

Etant donné l'aggravation de la situation économique, comment se fait-il que ce soient les opposants conservateurs du cours nouveau de Gorbatchev, et non les partisans de la *perestroïka*, qui ont seuls connu la défaite ? Il y a deux raisons à cela. Premièrement, Gorbatchev et ses propagandistes ont convaincu les gens que la situation économique lamentable qu'ils subissent est en grande partie un héritage de l'« époque de la stagnation » brejnévienne. Il y a là-dedans une part importante de vérité. Néanmoins, comme nous le verrons, la *perestroïka* a aggravé les choses.

Deuxièmement, les *apparatchiks* conservateurs – représentés dans l'oligarchie du Kremlin par Egor Ligatchev – veulent par-dessus tout restaurer un contrôle bureaucratique étroit sur la société soviétique. Les ligatchéviens n'ont pas prétendu, même de façon démagogique, défendre les intérêts de la classe ouvrière contre les effets inévitables de la *perestroïka* dans le domaine économique – fermetures d'usines, licenciements, hausse des prix. Au lieu de cela, ils ont concentré leur tir contre la *glasnost* dans le domaine

politique. L'année dernière, Ligatchev a parrainé la célèbre « lettre d'Andreeva », qui faisait l'éloge de Staline et dénonçait la nouvelle et relative liberté de la presse et des médias soviétiques. Les bureaucrates conservateurs sont ainsi vus comme visant à revenir au système d'Etat policier, sinon de l'époque de Staline, du moins de celle de Brejnev.

Si les bureaucrates ancienne manière ont été les grands perdants des élections, les résultats de celles-ci n'ont pas été un vote de confiance pour Gorbatchev. C'est particulièrement évident en ce qui concerne la question explosive des nationalités. La *perestroïka* a attisé, dans toute l'Union soviétique, une résurgence du nationalisme et des antagonismes nationaux. Le centralisme bureaucratique de Staline et de Brejnev avait comme effet de niveler brutalement les écarts économiques entre les différentes régions. Avec la décentralisation et le « socialisme de marché » aujourd'hui à l'ordre du jour, les régions les plus avancées – et notamment les républiques baltes – voient une occasion d'obtenir plus aux dépens de régions plus arriérées.

En Estonie et en Lettonie, l'agitation nationaliste vise principalement l'importante population russe qui a émigré là-bas, attirée par l'essor économique de ces régions. Dans les républiques baltes, les « fronts populaires » nationalistes réclament une totale autonomie économique et des lois restreignant l'immigration, ainsi que des lois sur l'usage de la langue qui feraient des habitants russes des citoyens de deuxième ordre. Ces mouvements, et plus encore le mouvement Sajudis dans la Lituanie voisine, se réclament des Etats baltes bourgeois réactionnaires de l'entre-deux-guerres.

Dans les élections, le Sajudis a remporté une large majorité des sièges réservés à la Lituanie. Les Fronts populaires estonien et lituanien ont obtenu une majorité un peu moins large, en grande partie parce que les habitants russes de ces républiques ont voté pour les directions communistes en place. En

fait, les Russes ont formé leur propre contre-mouvement, l'Interfront. Se met ainsi en place dans les républiques baltes soviétiques une situation qui ouvre la voie à des violences intercommunautaires du type de celles qu'a connues le Caucase. Pour essayer d'arrêter le bain de sang intercommunautaire, Moscou, pendant l'hiver dernier, a décrété la loi martiale à Erevan, la capitale de l'Arménie, et a emprisonné les boutefeux du Comité Karabakh. Les nationalistes arméniens ont riposté en appelant au boycott des élections, et beaucoup d'électeurs ont suivi cette consigne. L'Arménie a le taux de participation le plus faible de toute l'Union soviétique.

Mais le nationalisme qui représente le danger potentiel le plus grave pour l'Union des républiques socialistes soviétiques est celui de la nationalité dominante, les Russes. Le fer de lance du nationalisme russe anticommuniste est le groupe Pamiat (Mémoire), dont le Führer Dimitri Vassiliev déclare : « La grande révolution russe n'était pas grande, et n'était pas russe. Elle a été organisée par des Juifs. » Le programme de Pamiat : un pogrome contre les Juifs soviétiques, extirper l'influence occidentale en Russie, et un dirigeant à poigne au Kremlin, comme Staline ou Ivan le terrible. Les travailleurs soviétiques doivent écraser Pamiat !

Aujourd'hui, Gorbatchev semble pressé de faire front aux forces remuantes mises en mouvement par sa politique et par ses promesses : « Nous ne devons pas commettre de stupidités, tenter de grands bonds en avant, ou de trop en faire, parce que nous pourrions mettre en danger l'avenir du peuple » (New York Times, 27 mars). D'un côté, Gorbatchev a repoussé d'un ou deux ans la question explosive d'une augmentation des prix à la consommation. D'un autre côté, en mars dernier, il a pris une mesure significative allant dans le sens d'une décollectivisation de l'agriculture, en accordant aux fermiers des baux à vie, et transmissibles par héritage.

Les contradictions révélées par la *perestroïka* reflètent la position contradictoire de la bureaucratie stalinienne soviétique, qui est prise entre la pression exercée sans relâche par le capitalisme mondial et l'économie socialisée créée par la révolution d'Octobre 1917. L'oligarchie nationale du Kremlin, de Staline à Gorbatchev, a conduit l'Union soviétique dans une situation telle qu'elle ne peut pas en même temps augmenter le niveau de vie, moderniser l'industrie et l'agriculture, et maintenir le degré de préparation militaire nécessaire pour contrer une menace impérialiste croissante. Pour atteindre ces objectifs – dont chacun est nécessaire à la défense de l'Union soviétique –, il faut une révolution politique prolétarienne qui balaiera la bureaucratie parasitaire et qui restaurera le programme bolchévique d'une révolution mondiale.

BORIS ELTSINE ET LA DEMAGOGIE POPULISTE

Voir Boris Eltsine apparaître comme la personnalité d'opposition la plus en vue dans l'URSS de Gorbatchev a assurément constitué une surprise. Fin 1985, Eltsine a été appelé de Sibérie pour prendre la direction de Moscou, parce qu'il était d'une loyauté sans faille envers Gorbatchev et un ardent partisan de la *perestroïka*. Il fit prestement tomber les têtes d'un grand nombre d'*apparatchiks* installés, tout en cultivant sa popularité auprès de la population au moyen d'un style « populiste ». Visitant les hôpitaux, il critiquait la mauvaise qualité des soins médicaux. Visitant les boucheries, il critiquait la pénurie de bonne viande. Bien sûr, ni les soins hospitaliers ni l'approvisionnement en viande ne connurent d'amélioration sensible. Mais Eltsine, comme

son protecteur Gorbatchev, pouvait mettre tous les maux économiques sur le compte des effets de l'« époque de stagnation ».

Soudain, en novembre 1987, on annonça qu'Eltsine avait été limogé de son poste de secrétaire du Parti communiste à Moscou. Il semble qu'il ait durement attaqué Ligatchev - qui était alors officiellement le numéro deux du Kremlin -, l'accusant de faire obstacle à la *perestroïka*. Pour préserver l'unité du groupe dirigeant, Gorbatchev lâcha le fauteur de troubles. Eltsine, selon les vieux usages staliniens, confessa ignominieusement ses péchés : « Je suis fort coupable personnellement envers Mikhaïl Sergueévitch Gorbatchev, dont l'autorité est tellement grande dans notre organisation, dans notre pays et dans le monde entier » (*New York Times*, 14 novembre 1987). Et selon les nouveaux usages staliniens, Eltsine ne fut pas exécuté comme « ennemi du peuple », mais seulement mis dans un placard au Ministère du Bâtiment.

Mais le patron du parti à Moscou déchu n'accepta pas le rôle de cadavre politique. Il commença à accorder des interviews à la presse occidentale, dénonçant Ligatchev comme un opposant camouflé de la *perestroïka*. Puis Eltsine saisit dans l'élection au Congrès du peuple une occasion de revenir sur le devant de la scène politique. De plus, il se présentait contre le directeur de l'usine automobile Zil, qui produit les limousines fabriquées main pour l'élite du parti.

Le dimanche 19 mars, deux mille manifestants pro-Eltsine, passant outre à une interdiction des autorités, se rassemblèrent au parc Gorki de Moscou. Ils se mirent en route vers le Kremlin, et se virent dix mille en arrivant, aux cris de « Bas les pattes devant Eltsine ! » et en brandissant des portraits de leur héros avec le slogan : « Le candidat du peuple ». Dans ce rassemblement, l'impressionnant était peut-être moins sa taille que sa composition sociale large - intellectuels, ouvriers d'usine, grand-mères qui s'efforcent de survivre avec une petite retraite. Eltsine a visiblement quelque chose à proposer pour tout le monde.

Un océanologue qui participait à cette manifestation pro-Eltsine déclara : « Le seul fait qu'il est quelqu'un que [les cercles dirigeants] n'aiment pas fait que les gens se battent pour lui. » Mais cette explication purement négative ne peut pas expliquer totalement l'ampleur du soutien dont bénéficie Eltsine. Celui-ci affirme aussi avoir une solution à la crise économique sans douleur ni sacrifices - une *perestroïka* à bon marché.

Les principaux architectes économiques de la *perestroïka*, comme Abel Aganbeguian et Léonid Abalkine, préconisent une augmentation des émoluments des ingénieurs, des techniciens et des gestionnaires, aux dépens de la plus grande partie des ouvriers, et aussi d'encourager les entrepreneurs capitalistes privés. Eltsine, par contre, s'en prend aux privilégiés de l'élite bureaucratique (la *nomenklatura*), comme ses magasins spéciaux : « Le rouble d'un concierge devrait valoir autant que celui d'un dirigeant du parti. »

Tandis que les démagogues nationalistes baltes réclament l'autonomie régionale, Eltsine fait campagne pour un protectionnisme économique pour les moscovites. Il demande que les usines de la ville limitent les autorisations de séjour temporaire, actuellement accordées à des dizaines de milliers d'ouvriers, afin de réduire la pression de la demande de logements, de produits alimentaires et de biens de consommation. Une telle mesure, réactionnaire et inégalitaire, conforterait le statut déjà privilégié des habitants légalement établis à Moscou.

Les porte-parole officiels de la *perestroïka* affirment qu'on peut restaurer la bonne santé économique du pays

uniquement en fermant les entreprises non rentables et en augmentant les loyers et les prix alimentaires. Eltsine, quant à lui, demande : « Nous devons [...] améliorer le niveau de vie et concentrer nos ressources sur cet objectif, même si cela signifie diminuer les investissements, les subventions financières ou les dépenses dans d'autres domaines » (*Time*, 20 mars). Cela reviendrait à répéter la politique qui avait conduit à l'« époque de stagnation ».

Il est ironique qu'Eltsine, qui se présente comme un fervent partisan de la *perestroïka*, propose aujourd'hui la



A Moscou, dans les marchés privés, un kilo de tomates coûte plus d'une journée de salaire moyen d'un ouvrier soviétique. Qui peut se le permettre ?

même politique économique que celle conduite durant les dernières années du régime Brejnev ! A partir du milieu des années 70, Brejnev avait réduit à la portion congrue les investissements en usines et équipements nouveaux, afin de ne pas se laisser distancer par l'augmentation rapide de l'effort militaire américain sans réduire le niveau de vie. Le taux de croissance prévu des investissements passa de 7,5 % au cours du plan quinquennal 1970-75 à seulement 2 % dans le plan 1980-85. De cette façon, Brejnev et Cie mettaient en péril la puissance et le dynamisme économiques de l'Union soviétique. Mais au moins, ils essayaient de maintenir la puissance militaire soviétique face à l'offensive de la deuxième guerre froide, commencée par Carter et poursuivie par Reagan.

Eltsine, lui, réclame aussi une réduction drastique des dépenses militaires soviétiques - s'ajoutant aux réductions unilatérales déjà effectuées par Gorbatchev ! Sur ce point, Eltsine est d'accord avec les éléments les plus droitiers et pro-occidentaux du camp de Gorbatchev (et extérieurs à celui-ci). Beaucoup de partisans de la *perestroïka* dénoncent le niveau actuel des dépenses militaires soviétiques comme non seulement un gâchis économique mais aussi une provocation vis-à-vis de l'impérialisme occidental. Aujourd'hui, la presse gorbatchévienne dépeint le lourd Brejnev comme une espèce d'aventuriste gauchiste qui, dans son inconscience, a provoqué les parangons de pacifisme que sont Jimmy Carter et Ronald Reagan en faisant étalage de la puissance militaire soviétique. La campagne Eltsine combine ainsi la démagogie populiste et de dangereuses illusions pacifistes sur la nature bienveillante de l'impérialisme occidental.

LA « PERESTROÏKA » AGGRAVE LA SITUATION

A la fin des années 70, la bureaucratie stalinienne, en Union soviétique et dans une grande partie de l'Europe de l'Est (par exemple en Pologne, en Hongrie et en Yougoslavie), a essayé d'acheter la paix sociale dans une si-

tuation d'essoufflement de la croissance économique. C'est ainsi que le régime Brejnev a essayé de créer l'illusion d'une croissance rapide des revenus en augmentant les rémunérations et les salaires nominaux, tout en bloquant les loyers et les prix des produits alimentaires et des biens de consommation. Depuis des dizaines d'années, le kilo de pain noir coûte l'équivalent d'un franc cinquante, le kilo de pommes de terre la moitié de cette somme, et un ticket du métro de Moscou moins de soixante centimes. Avec l'augmentation rapide des revenus nominaux, les magasins

cette situation, ce sont les conséquences imprévues de la campagne antialcoolique. Les ventes de vodka, un produit lourdement taxé, représentaient 15 % du commerce de détail d'Etat. Aujourd'hui, les Soviétiques qui boivent achètent de la vodka frelatée bon marché - environ un tiers de la quantité absorbée - et font davantage d'économies. Mais la vodka n'est pas la seule chose qu'on ne trouve plus dans les magasins d'Etat. L'hiver dernier, le quotidien gouvernemental *Izvestia* écrivait : « A tour de rôle ou en même temps, les serviettes, le dentifrice, le papier hygiénique, l'eau de Cologne, le sucre et les ampoules électriques disparaissent des rayons des magasins. Aujourd'hui, on ne peut trouver ni détergent ni savon bon marché. Que manquera-t-il demain ? »

Pourquoi ces pénuries de plus en plus sévères ? Premièrement, afin de maximiser les profits avec les nouvelles règles du jeu de la *perestroïka*, les directeurs d'entreprises produisent des marchandises plus chères à la place des produits bon marché. D'où la pénurie de savon bon marché. Deuxièmement, le développement des petits capitalistes privés (qu'on appelle « coopératives », mais ça ne trompe personne) a détourné de l'économie socialisée produits alimentaires et produits de consommation manufacturés.

Malgré une mauvaise récolte l'année dernière, sous Gorbatchev la production agricole totale n'a pas baissé. Mais un décret de mars 1986 autorise les fermes collectives (*kolkhozes*) et les fermes d'Etat (*sovkhozes*) à vendre une proportion plus importante de leur production sur les marchés libres ruraux ou à des intermédiaires privés. Dans l'URSS de Gorbatchev, on peut acheter en n'importe quelle quantité n'importe quel genre de produits alimentaires, si on est prêts à payer le prix. Mais qui peut se le permettre ? Sur les marchés privés de Moscou, un kilo de tomates coûte plus qu'une journée de salaire d'un ouvrier moyen !

Début 1987, une nouvelle loi a autorisé les entrepreneurs privés à fabriquer des biens de consommation, et à assurer la fourniture de divers services (par exemple réparation, coiffeur, chauffeur de taxi). Les activités de service privées existaient depuis longtemps, dans l'illégalité. Mais aujourd'hui, les petits capitalistes absorbent des fournitures pour des biens de consommation qui auparavant auraient approvisionné les magasins d'Etat. L'autre aspect des pénuries, c'est l'accumulation accrue d'argent impossible à dépenser. L'épargne des citoyens soviétiques déposée dans des comptes en banque représente ac-

Suite page 8

SPARTACIST

APRIL DE 1989

¡Guerra a muerte contra las bandas asesinas de la CIA!

Batalla por Afganistán

¡Apoyar a las víctimas de los asesinos de la CIA en Jalalabad!... 2

SPARTACIST

70th Anniversary of Russian Revolution

Return to the Road of Lenin and Trotsky!

Where is Gorbachev's Russia Going?

Spartacist

Publié sous la direction du Comité exécutif international de la TSI

(édition espagnole) N° 22 Avril 1989 (16 pages) 3 francs	(édition anglaise) N° 41-42 Hiver 1987-1988 (64 pages) 5 francs
--	---

Pour toute commande : Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

10 LES NOUVELLES DE MOSCOU DISCUSSIONS

Les grèves en régime socialiste ont fait l'objet de vastes discussions à la rédaction de la revue « Recherches sociologiques ». Y ont pris part : Valéri BAÏDINE, ouvrier du groupement industriel « Proletari », Alexandre LIPSKI, de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de l'URSS, Youli MAÏDOU, docteur d'Etat en droit, de l'Institut du mouvement ouvrier international de l'AS de l'URSS, Alla NAZIMOVA, docteur en économie, Gaiévrak POGOSIAN, docteur en philosophie. La table ronde était animée par Albert KRAVCHENKO, docteur en philosophie, consultant de la revue « Recherches sociologiques ».

Nous publions ci-dessous des extraits des débats, dont le texte intégral est publié dans le n° 1 de la revue.

LA GREVE

EST-ELLE ADMISSIBLE EN REGIME SOCIALISTE ? QUI EST VISE A TRAVERS LA GREVE ? LE SORT DES OPPRIMES

Guizot, Paganini, Comité, Alla Nazimova, La Tré Fontaine

LES NOUVELLES de MOSCOU

N.12 (2219) 19 mars 1989

de toutes les enquêtes de la revue et toutes les enquêtes de la revue et toutes les enquêtes de la revue

La presse soviétique fait état des grèves ouvrières contre l'augmentation des cadences et les licenciements qui vont de pair avec la « perestroïka ». Gorbatchev et sa femme visitent une usine en Estonie.



TASS de Sovfoto

URSS...

Suite de la page 7

tuellement environ trois cent milliards de roubles. Une centaine d'autres milliards sont probablement enfermés dans de vieilles chaussettes ou dissimulés sous les matelas. Cela représente plus de la moitié du revenu national annuel de l'URSS ! Pour résorber cette vaste réserve de pouvoir d'achat en numéraire, il faudrait que les prix augmentent de 100, de 200, de 400 % - dieu sait de combien.

Pas étonnant que le régime Gorbatchev veuille retarder la redoutable « réforme des prix » aussi longtemps que possible. Les idéologues bourgeois occidentaux manifestent leur déception que le réformateur en chef du Kremlin ne se soit pas encore prononcé pour la solution du « marché libre ». Dans son numéro du 11 mars, l'*Economist* de Londres fait la leçon au numéro un soviétique sur le ton d'un maître de collège anglais s'adressant à un élève obtus : « Aujourd'hui, il se pourrait bien que M. Gorbatchev n'ait plus à sa disposition qu'une seule arme pour tirer de leur léthargie les classes oisives de Russie : la réforme des prix. Pourtant, il semble réticent à l'employer, ou incapable de le faire. » A l'automne dernier, une commission de sociologues américains renommés assurait à Gorbatchev que la suppression du contrôle des prix ne provoquerait pas d'agitation politique massive : « c'est une des populations les plus patientes du monde », explique Ed Hewitt, de l'institut d'études libéral Brookings Institution.

Les travailleurs soviétiques ne sont pas si patients que ça quand il s'agit d'augmentations brutales du coût de la vie. Pratiquement tous les articles occidentaux sur l'économie soviétique contemporaine mentionnent le fait que les prix officiels des produits alimentaires sont bloqués depuis 1962. Mais presque personne n'explique à quoi correspond cette date. En 1962, Khrouchtchev avait augmenté de 30 à 40 % les prix de la viande, afin de financer une augmentation des cours de la viande des fermes collectives. En réaction, des grèves et des manifestations violentes éclatèrent dans de nombreuses villes soviétiques.

L'affrontement le plus sérieux se produisit dans la ville industrielle de Novotcherkassk, dans la région du Donbass, en Ukraine. Le fer de lance du mouvement était constitué par des ouvriers des immenses usines de locomotives électriques Boudienny, et par des ouvrières des usines textiles. Après que les ouvriers des usines de locomotives eurent réussi à mettre en déroute la milice (police) locale, des unités de l'armée et du KGB, la police politique, furent amenées pour réprimer les manifestations. Des milliers de personnes s'étaient rassemblées sur la grand place de la ville. John Kolatsky, un militant du Parti communiste canadien alors étu-

diant à Kiev, a raconté, sur la base de témoignages directs, ce qui s'est passé à Novotcherkassk : « Le secrétaire général du parti pour la ville commença à haranguer la foule. Certains manifestants essayaient de le huer ; d'autres lui jetaient divers objets. Soudain, le détachement du KGB ouvrit le feu en direction de la foule. Ça commençait aussi à tirer d'autres directions. A un endroit, quand on ordonna aux soldats d'ouvrir le feu, un officier sortit sa carte du parti, la déchira et se tira une balle dans la tête. Beaucoup de soldats refusèrent d'obéir aux ordres. D'après les témoignages, plusieurs centaines de personnes au moins avaient été tuées. La loi martiale et un couvre-feu furent décrétés, soldats et chars patrouillaient dans les rues, et la région était complètement isolée de l'extérieur » (cité dans M. Holubenko, « The Soviet Working Class : Discontent and Oppositions », *Critique* n° 4, printemps 1975).

Les manifestations et la répression provoquées par les hausses de prix avaient porté un coup à la popularité de Khrouchtchev et affaibli son autorité politique. Cela aida à son éviction du pouvoir, deux ans plus tard, lors d'une révolution de palais ourdie par Léonid Brejnev.

Les événements de Novotcherkassk sont peu connus à l'Ouest. Mais ils le sont fort bien des responsables soviétiques, et ils sont à n'en pas douter fort présents, ces jours-ci, à l'esprit de Gorbatchev et de son entourage. Imaginez ce qui se passerait aujourd'hui si le KGB abattait des ouvriers soviétiques manifestant contre des hausses de prix ! Le régime veut donc désespérément gagner du temps. Abel Aganbeguian, un des principaux architectes de la *perestroïka*, affirme que la « réforme des prix » sera appliquée dans quelques années, quand l'offre de biens de consommation aura suffisamment augmenté pour empêcher une inflation galopante. Pas de danger ! La *perestroïka* n'a pas conduit à une augmentation de la productivité. Bien au contraire.

LA REFORME INDUSTRIELLE PRODUIT L'ANARCHIE BUREAUCRATISEE

En présentant, en juin 1987, la nouvelle loi sur les entreprises d'Etat, Gorbatchev proclamait la « transition de nombreuses branches de l'économie vers les nouvelles méthodes de gestion, une comptabilité complète des profits et des pertes et l'autofinancement » (*khozratchet*). Le principe était qu'afin de maximiser leur profit (ou du moins éviter des pertes), les gestionnaires d'entreprises réduiraient les coûts, tout en produisant des produits de meilleure qualité adaptés à la demande des consommateurs. Mais les gestionnaires soviétiques n'ont aucune envie d'entrer en concurrence pour la clientèle, et ils ont fait de leur mieux pour maintenir le vieux système. Ainsi, l'essentiel de leur production correspond à des « com-

mandes d'Etat » négociées avec les ministères industriels qui assuraient auparavant l'administration du plan. Le journal *Sotsialisticheskaïa Industriia* de janvier 1988 écrit : « Que s'est-il passé en réalité ? Les ministères ont réussi, sans aucune difficulté, à garder le vieux contenu sous un nouveau nom, et, sous couvert de commandes, ont alloué aux entreprises l'ancien plan pour les produits. »

Sotsialisticheskaïa Industriia a tort d'affirmer que rien n'a changé sauf la terminologie. Sous le vieux système administré de manière centralisée, un effort sérieux était fait pour faire correspondre, dans le plan, les fournitures et matières premières avec la production. Les entreprises recevaient la plus grande partie de leurs matières premières et de leurs produits semi-finis de l'agence centrale de répartition, le Gosplan. Mais aujourd'hui, il n'y a aucun mécanisme pour ajuster fournitures et production, puisque les entreprises et les ministères ne coordonnent pas entre eux leurs décisions de production et leurs commandes. Supposons qu'une usine de chaussures signe avec le Ministère de l'Industrie légère un contrat pour la fourniture de plusieurs milliers de paires de bottes de travail. Il n'y a aucune garantie qu'elle puisse se procurer le cuir en quantité et qualité suffisantes auprès des différentes tanneries. Et il n'y a aucune agence centrale chargée de satisfaire les besoins de l'usine.

En conséquence de quoi, la presse soviétique fait état d'une augmentation sensible des arrêts de production des usines et du gaspillage d'une énorme quantité d'heures de travail, du fait du manque de fournitures. Bref, l'« autofinancement » des entreprises a abouti à la constitution d'empires industriels ministériels, et à une anarchie bureaucratisee. L'humour moscovite a remis au goût du jour une vieille plaisanterie pour décrire les effets de cette « réforme » : il semble que les dirigeants du Kremlin aient décidé de changer le code de la route, pour que dorénavant on roule à gauche et non plus à droite ; comme ce sont des gens prudents, ils ont mis en place cette réforme par étapes, et dans un premier temps, une moitié seulement des automobiles suivront les nouvelles directions.

Le principal objectif du système de « comptabilité complète des profits et des pertes » n'est pas d'inciter les gestionnaires à être plus efficaces. C'est plutôt de réduire le coût de la main-d'œuvre en licenciant les ouvriers en « sureffectif », et en obligeant ceux qui restent à travailler plus dur, sous la menace de perdre eux aussi leur emploi. Un des économistes « réformateurs » les plus en vue, Nikolai Chmelev, le déclare brutalement : « Aujourd'hui, je pense, il est clair pour tout le monde que nous devons le relâchement, l'alcoolisme et la mauvaise qualité du travail en grande partie à un plein emploi

excessif. Nous devons discuter sans crainte, et de façon business, ce que nous pourrions gagner d'une armée de réserve industrielle comparativement petite » (cité dans *Gorbachev's Economic Plans*, Commission économique du Congrès américain, 1987).

Comme l'explique avec cynisme mais précision Ed Hewitt, de la Brookings Institution : « Voyez-vous, la *perestroïka* est une formule très polie pour le licenciement d'une grande quantité de personnes, faire changer les gens d'emploi et fermer les mauvaises entreprises » (*Washington Post*, 6 novembre 1988).

Un autre aspect étroitement lié de la *perestroïka* est le battage promotionnel destiné à inciter les multinationales occidentales et japonaises à participer à des entreprises mixtes en URSS. Il y a quelques mois, le régime Gorbatchev a annoncé que les investisseurs étrangers pourront maintenant détenir jusqu'à 80 % du capital de telles entreprises. Mais les capitalistes occidentaux veulent davantage qu'une plus grosse part des profits escomptés. Ils veulent gérer les entreprises russes comme ils gèrent leurs propres sociétés.

Vladimir Kostakov, un éminent spécialiste soviétique de l'économie du travail, raconte qu'un homme d'affaires occidental lui a déclaré, il y a environ un an : « Vous voulez que les Américains prennent des participations dans des entreprises mixtes. Est-ce que je pourrai licencier vos ouvriers ? » (*Soviet Economy*, janvier-mars 1988). C'est ce qui s'appelle de l'arrogance capitaliste ! Voilà un homme qui n'a pas investi un centime dans l'économie soviétique, mais il rêve déjà de jeter à la rue des ouvriers soviétiques.

Mais les ouvriers soviétiques n'ont pas l'intention de se laisser licencier par les bureaucrates de chez eux, sans parler des capitalistes américains, allemands et japonais. Pour les travailleurs soviétiques, un emploi veut dire bien davantage que juste une fiche de paie. Le lieu de travail est le centre de la vie économique, et dans une large mesure de la vie sociale. Les grandes entreprises assurent l'accès gratuit à des cliniques et à des crèches, des logements à prix modérés, des vacances à bon marché et une multitude d'autres avantages.

D'avantage encore que la stabilité du coût de la vie, la sécurité de l'emploi est considérée par le prolétariat soviétique comme un droit fondamental, un attribut de base du système soviétique. C'est pourquoi le régime Gorbatchev avance très prudemment quand il s'agit de la « réforme des prix », des licenciements et de la fermeture des entreprises non rentables. Néanmoins, étant donné la situation explosive de l'Union soviétique de Gorbatchev, l'aggravation de la situation économique, et en particulier les pénuries de produits alimentaires, pourraient facilement servir de détonateur à une explosion à la base.

- Traduit de *Workers Vanguard* n° 475

Québec: lettre sur Action socialiste

Le 1^{er} Mai, environ quatre mille syndicalistes et militants de gauche défilèrent à Montréal. C'était la plus importante manifestation du 1^{er} Mai qu'on ait vue depuis des années au Québec. Dans les années 70, des dizaines de milliers d'ouvriers combattifs manifestaient le 1^{er} Mai derrière des drapeaux rouges. Mais la bureaucratie syndicale québécoise a canalisé la combativité ouvrière vers le soutien au Parti québécois (PQ) nationaliste bourgeois. Et le PQ, qui a été au pouvoir de 1976 à 1985 derrière le premier ministre René Lévesque, s'en est pris à la classe ouvrière à laquelle il a infligé une série de graves défaites.

Aujourd'hui, ils font à nouveau descendre les travailleurs dans les rues - mais derrière les bannières fleurdelisées et uniquement afin de les attirer une nouvelle fois dans le même piège nationaliste. Car le 1^{er} Mai 1989 à Montréal n'a pas été une célébration de la solidarité prolétarienne internationale, mais un défilé autour d'une seule revendication: « Le français au travail, ça s'impose. » Ce défilé a suivi et prolongé une série de mobilisations récentes en faveur de la « loi 101 » du PQ et pour exiger l'unilinguisme français au Québec (cf. « Nationalisme, racisme et la gauche québécoise », le Bolchévick n° 92, avril).

Au moment où les dirigeants syndicaux se préparent à mobiliser leur base pour voter encore une fois pour le PQ aux prochaines élections provinciales, la plus grande partie de la gauche continue aussi à s'enthousiasmer pour le nationalisme.

Il est des plus paradoxal de constater que là où réside la partie la plus combative du prolétariat nord-américain, au Québec, ne soit jamais ressortie de direction, de mouvement communiste digne de ce nom. La cause en est principalement le nationalisme québécois, peu importe la forme qu'il prit à travers le temps; ce nationalisme - collaboration de classe basée sur la race, la religion ou, encore aujourd'hui, sur la langue - ce nationalisme est évidemment le reflet de l'arrogance chauvine canadienne-anglaise, et particulièrement sa représentation à la tête du mouvement syndical du pays. Débarrasser la classe ouvrière québécoise de ses illusions nationalistes, la libérer d'une direction petite-bourgeoise de plus en plus réactionnaire (Société Saint-Jean-Baptiste et Cie), telle est la principale tâche des révolutionnaires au Québec.

C'est avec un tel état d'esprit que j'allai assister au congrès d'Action socialiste (AS). L'opposition du groupe au nationalisme québécois, et entre autres aux nationaux-populistes de la Gauche socialiste (GS - sympathisants locaux d'Ernest Mandel), est source de grand espoir pour tout révolutionnaire digne de ce nom. S'il y a quelque chose qui pourrait ressembler à des communistes militants dans cette province, ils étaient à ce congrès.

Mais - en tout cas pour le moment - l'espoir s'arrête là. La désorientation théorique et la faiblesse programmatique restent les deux principaux traits de ce groupe, dont la moindre caractéristique n'est pas un antisoviétisme unilatéral. Leur attitude envers le trotskysme, qu'ils identifient à la Ligue ouvrière révolutionnaire et à la GS, est des plus contradictoire: se plaçant souvent sur son terrain pour répudier le stalinisme, ils le rejettent d'autre part, soit avec les « théorisations » stalinienne les plus primaires, soit avec le mépris des sociaux-démocrates réformistes. Ce n'est là qu'un exemple typique de leur désorientation.

Je l'ai constaté très rapidement au contact des militants du groupe, cette désorientation est principalement alimentée par un manque flagrant de connaissance des principes de base du marxisme. Beaucoup sont venus au groupe sur la base d'actions militantes dans le mouvement étudiant (la base sociale d'AS) et n'ont pas cru bon de s'enquérir de fondements théoriques, pourtant indispensables à n'importe quel dirigeant révolutionnaire - et ce surtout quand on sort d'un monde aussi petit-bourgeois que le milieu étudiant.

Qu'une telle situation ne change pas et il n'est pas difficile de voir où s'en ira l'organisation: une base dévouée mais ignorante, et des chefs de plus en plus encroûtés dans leur rôle, sans aucune pression de la base capable de les faire activer, mais avec la constante

pression de la société bourgeoise capable de leur faire perdre toute allure révolutionnaire. Le bureaucratisme quoi. Le congrès nous a d'ailleurs découvert les germes de cela: les rapports des « chefs » sont lus, et on commente: « [...] je trouve ce texte très bon » affirme une militante, « je suis tout à fait d'accord » dit un autre, etc. Evidemment, des voix s'élevaient devant certaines aberrations: elles étaient souvent celles de camarades plus vieux, qui en ont vu d'autres et qui ont su acquérir par eux-mêmes une bonne formation marxiste. Mais tout groupe communiste, démocratiquement centralisé, doit lui-même, systématiquement, former ses membres, par des classes et des lectures obligatoires, par exemple. Ce dont a besoin le mouvement ouvrier ce sont de cadres léninistes trempés dans la théorie: la dialectique, l'économie, la politique marxistes - et non d'une bande de jeunes « d'accord » avec le marxisme... et invariablement avec les chefs « qui en savent tellement plus »!

Les positions programmatiques qui découlent d'une telle situation ne sont donc pas pour nous surprendre.

FEMINISME, NATIONALISME, ANTISOVIÉTISME

Le congrès démontra un soutien unanime à la collaboration de classe féministe. Ainsi le document « Question femmes » affirme: « La révolution socialiste n'entraînera [...] pas automatiquement la fin de l'oppression des femmes. La discrimination faite aux femmes n'est pas une simple question économique; elle est aussi un phénomène social, culturel, qu'on retrouve aussi dans le domaine des "us et coutumes" et celui des idées. » Ce passage, malgré son caractère antimarxiste évident (depuis quand les phénomènes sociaux, culturels, les « us et coutumes », les idées, sont-ils indépendants de l'économie?!), ce passage n'a pas été soulevé dans la discussion. Et d'une telle prémisse découle une position tout aussi inconséquente et dangereuse: « L'ensemble des femmes [doit être considéré comme un allié potentiel] de la révolution socialiste, car pour mettre fin à l'exploitation, certaines bourgeoises pourraient renoncer à leurs privilèges de classe. L'autonomie du mouvement des femmes doit être comprise comme une constante dans la lutte des femmes; que ce soit [...] avant, pendant ou après la révolution. » Certaines voix (tout de même!) se sont élevées contre la première partie de ce passage et ce qu'elle impliquait. Mais pour ce qui est de l'« autonomie » - comprendre ici l'autonomie par rapport à la classe ouvrière, au parti révolutionnaire - tous étaient d'accord. Mais, camarades, quel sera ce parti que vous envisagez bâtir, s'il rejette, non pas seu-

lement les Etats ouvriers déformés polonais et soviétique. Nous sommes les garants du trotskysme, de la Quatrième Internationale, du Programme de transition ou nous ne le sommes pas. D'accord, AS ne s'est jamais réclamée d'un tel héritage. Mais que n'ai-je pas entendu distinctement, dans ce congrès? Un membre qui affirmait, comme si cela allait de soi, que dans les pays du « bloc socialiste », la classe ouvrière avait le pouvoir économique, mais que pour le pouvoir politique, c'était « une autre histoire »! Mais, Monsieur L., vous êtes trotskyste jusqu'au bout des doigts! Et quelle conclusion politique devez-vous tirer de cela? Eh oui! Protéger sans compromis ce pouvoir économique, contre la contre-révolution interne (Solidarność) et la menace impérialiste extérieure (mollahs réactionnaires afghans armés par la CIA).

Le prolétariat de toute l'Amérique a besoin du réveil des ouvriers québécois. Et ces derniers ont absolument besoin d'un parti, d'une direction léniniste-trotskyste qui ne s'arrêtera qu'après la victoire complète du socialisme sur l'ensemble de la planète. Pour qu'AS devienne l'aile québécoise d'un parti pancanadien, nationalement intégré, pour qu'il entreprenne avec succès la dure tâche d'ôter leurs illusions aux prolétaires québécois, il doit lui-même perdre les siennes. Or la seule et unique voie pour cela c'est de joindre la lutte pour la renaissance de la Quatrième Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste, la lutte de la Ligue trotskyste et de la tendance spartaciste internationale, héritiers de Lénine et Trotsky. En avant vers la révolution mondiale!

En janvier dernier, se tenait à Montréal le II^e congrès d'Action socialiste. Suite à une invitation amicale, un sympathisant de la TLC y assistait. Il livre ici ses commentaires et ses critiques.

lement la moitié, mais la partie la plus opprimée du prolétariat, facilement la plus combative? Quel sera ce parti sans l'avant-garde ouvrière féminine, perdue dans sa lutte « autonome »? Et quelle chance les femmes réellement avides de changements se donnent-elles, en restant en dehors, « autonomes », de la lutte de classe? Se joindre aux bourgeois, et regarder de loin les frères de classe se faire écraser par leurs maris - qui auront pour une énième fois appliqué avec succès le vieux principe « diviser pour régner ». Tous les opprimés unis dans la révolution socialiste - telle est la seule voie de la libération des femmes!

Je soulignerai rapidement le débat au congrès au sujet du nationalisme des pays coloniaux et semi-coloniaux. On en était encore à se demander si la bourgeoisie de ces pays pouvait jouer un rôle révolutionnaire! Les relents de stalinisme jumelés à l'isolement national du groupe arrivent à en saboter l'esprit internationaliste, pourtant défendu - quoique fort timidement - au Québec même. (Un jeune militant affirma intelligemment son opposition à l'idée de « bourgeoisie progressive » et aux « théories » développées par Staline dans les « Questions du léninisme ». Un membre délégué du groupe post-maoïste Libération lui rétorqua en citant l'exemple... de l'Irlande du XIX^e siècle!)

Quant à l'antisoviétisme, ici il devient lassant. Quand l'ensemble de la gauche, soufflée à droite par le vent de la guerre froide, céda sur les deux questions clés de la Pologne et de l'Afghanistan, la tendance spartaciste fut la seule à défendre inconditionnel-

lement les Etats ouvriers déformés polonais et soviétique. Nous sommes les garants du trotskysme, de la Quatrième Internationale, du Programme de transition ou nous ne le sommes pas. D'accord, AS ne s'est jamais réclamée d'un tel héritage. Mais que n'ai-je pas entendu distinctement, dans ce congrès? Un membre qui affirmait, comme si cela allait de soi, que dans les pays du « bloc socialiste », la classe ouvrière avait le pouvoir économique, mais que pour le pouvoir politique, c'était « une autre histoire »! Mais, Monsieur L., vous êtes trotskyste jusqu'au bout des doigts! Et quelle conclusion politique devez-vous tirer de cela? Eh oui! Protéger sans compromis ce pouvoir économique, contre la contre-révolution interne (Solidarność) et la menace impérialiste extérieure (mollahs réactionnaires afghans armés par la CIA).

Le prolétariat de toute l'Amérique a besoin du réveil des ouvriers québécois. Et ces derniers ont absolument besoin d'un parti, d'une direction léniniste-trotskyste qui ne s'arrêtera qu'après la victoire complète du socialisme sur l'ensemble de la planète. Pour qu'AS devienne l'aile québécoise d'un parti pancanadien, nationalement intégré, pour qu'il entreprenne avec succès la dure tâche d'ôter leurs illusions aux prolétaires québécois, il doit lui-même perdre les siennes. Or la seule et unique voie pour cela c'est de joindre la lutte pour la renaissance de la Quatrième Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste, la lutte de la Ligue trotskyste et de la tendance spartaciste internationale, héritiers de Lénine et Trotsky. En avant vers la révolution mondiale!

Spartacist Canada

Journal de la Trotskyist League of Canada

N° 74, printemps 1989
25 ¢ (16 pages)

\$ 1.00 pour un abonnement de quatre numéros

Adresser vos règlements à :
Spartacist Canada Publishing
Box 6867, Station A
Toronto, Ont. M5W 1X6, Canada

Fonds d'aide aux victimes civiles de Jalalabad

Ci-contre, le récapitulatif des fonds récoltés du 9 avril au 5 mai par le Fonds d'aide aux victimes civiles de Jalalabad, ouvert par le Comité de défense sociale (CDDS) et ses organisations sœurs en Australie, Grande-Bretagne, Canada, USA, Italie et RFA. Chaque organisation de défense légale et sociale a ouvert un compte séparé pour la campagne financière. Des reçus ont été établis pour toutes les sommes récoltées, sommes envoyées au compte postal « Victimes de Jalalabad » de l'ambassade afghane à Paris. La totalité des frais administratifs et des coûts en publicité en relation avec le Fonds d'aide aux victimes civiles de Jalalabad est à la charge des organisations de défense de chaque pays.

La comptabilité de la campagne financière est ouverte à l'examen de toute organisation ouvrière sérieuse. Le tableau montre les sommes virées sur le compte de l'ambassade afghane à Paris, les sommes reçues par les différents Fonds d'aide aux victimes civiles de Jalalabad mais non encore créditées et le total des deux qui correspond à la totalité des fonds collectés dans chaque pays. Ces sommes apparaissent dans la monnaie du pays, avec entre crochets l'équivalent approximatif en francs envoyé à l'ambassade ou, pour les sommes non encore virées, l'équivalent en francs aux taux de change du 5 mai.

	Sommes virées +	Sommes non encore créditées =	Total collecté
Australie	A\$ 1.789,13 [FF 8.912,83]	A\$ 223,39 [FF 1.112,85]	A\$ 2.012,52 [FF 10.025,68]
Grande-Bretagne	£ 2.196,63 [FF 23.511,28]	£ 509,91 [FF 5.470,31]	£ 2.706,54 [FF 28.981,59]
Canada	C\$ 2.276,84 [FF 11.741,56]	C\$ 854,49 [FF 4.612,53]	C\$ 3.131,33 [FF 16.354,09]
France	FF 16.550,80	FF 7.074,30	FF 23.625,10
Italie	L. 1.723.565,00 [FF 7.956,94]	L 0,00 [FF 0,00]	L 1.723.565,00 [FF 7.956,94]
Etats-Unis	US\$ 6.784,86 [FF 42.048,13]	US\$ 2.174,13 [FF 13.923,12]	US\$ 8.958,99 [FF 55.971,25]
Allemagne de l'Ouest	DM 5.657,75 [FF 19.191,03]	DM 0,00 [FF 0,00]	DM 5.657,75 [FF 19.191,03]
Total international (en francs français)	FF 129.912,57	FF 32.193,11	FF 162.105,68

Campagne pour les victimes de Jalalabad assiégée

Un peu partout dans le monde, dans des quartiers immigrés, des usines, des locaux syndicaux, des entreprises et des campus, des collectes ont été organisées en solidarité avec les travailleurs et les femmes qui luttent pour leur émancipation en Afghanistan. La campagne financière internationale s'est faite sous les mots d'ordre : « Non au voile ! Défense des femmes afghanes ! Soutien aux victimes des tueurs de la CIA à Jalalabad ! » Nous avons répondu à un appel du gouvernement à l'aide humanitaire large pour les victimes de Jalalabad. Cette campagne a suscité nombre de gestes de sympathie parmi des secteurs de travailleurs hostiles aux dirigeants impérialistes qui arment et financent les moudjahidins afghans. Plus de cent mille tracts ont été distribués par le Comité de défense sociale (CDDS) et ses organisations sœurs en Allemagne de l'Ouest, Australie, Canada, Grande-Bretagne, Italie, Japon et aux USA. A la date du 5 mai, 162 105,68 francs ont été collectés, dont 129 912,58 ont déjà été envoyés aux autorités gouvernementales afghanes pour aider matériellement les victimes civiles de la bataille de Jalalabad.

Les étudiantes, les mères et grand-mères qui se sont enrôlées à Kaboul pour se battre contre les rebelles afghans doivent savoir que la cause des femmes afghanes a touché une corde sensible. La campagne a démarré sur les chapeaux de roues aux Etats-Unis, où le Partisan Defense Committee a distribué quelque 25 000 tracts à la grande manifestation pour le droit à l'avortement qui s'est déroulée à Washington le 9 avril dernier. La défense du droit des femmes a continué à être le point central de notre campagne internationale. A Rome, le Comitato di difesa sociale e proletaria a collecté l'équivalent de 1 800 francs à une manifestation pour le droit à l'avortement.

Toujours aux USA, sur le campus de l'Université du Wisconsin à Madison, un militant antimilitariste, Juif d'un certain âge, a pris deux tracts de la campagne pour les mettre en évidence sur sa table de littérature. Quand un étudiant



Collecte pour Jalalabad dans la cité ouvrière de La Courneuve

étonné lui a demandé s'il soutenait l'intervention soviétique en Afghanistan, il a répliqué du tac au tac que l'URSS était pratiquement le seul pays qui n'avait pas « fourni ses Juifs aux nazis ». A Hambourg, en RFA, un collecteur du Komitee für Soziale Verteidigung (comité de défense sociale) a remarqué un écho particulièrement favorable « parmi les femmes âgées pour qui un appel humanitaire en faveur d'une ville détruite par la guerre rappelle des cauchemars qui ne se sont jamais effacés ».

Dans un centre commercial à Toronto, au Canada, des femmes venant d'Inde vêtues de leur sari ont jeté des billets de banque dans des boîtes à collecte. En France, dans la région rouennaise, une Afghane, n'ayant que les maigres allocations du RMI pour nourrir une famille de cinq personnes, a donné cent francs. Le 23 avril, 300 livres sterling (3 300 francs) ont été collectées par le Partisan Defense Committee britannique sur le parcours de deux manifestations à la mémoire du militant antifasciste Blair Peach, matraqué à mort par la police. Ces manifestations se sont déroulées à Southall, un quartier indien de Londres, et la plupart des dons ont été faits par des

femmes indiennes et des sikhs.

Des Iraniens ont soutenu la campagne, comme par exemple à Hambourg. Ces Iraniens ne savent que trop bien, pour l'avoir expérimentée, l'horreur de la « République islamique », la terreur meurtrière qui présiderait si les contre-révolutionnaires afghans gagnaient. Ainsi, à l'Université de Hambourg, un sympathisant du groupe iranien Rahe Kargar a confectionné un panneau en farsi à partir des slogans de la campagne et nous a défendus contre un suppôt des moudjahidins. Deux étudiants afghans subissant la terreur des « combattants de la foi » de Washington ont pris des paquets de tracts pour les distribuer.

A Berlin-Ouest, au cours d'un meeting appelé par un syndicat d'enseignants pour protester contre « le racisme, l'antisémitisme et l'hostilité contre les étrangers », plusieurs jeunes femmes turques ont donné pour la campagne, en disant : « Nous savons ce que la terreur islamiste veut dire. » En Australie, une bonne partie des fonds a été récoltée, à Melbourne et Sydney, auprès d'employés des postes qui comprennent une riche diversité ethnique, incluant des Turcs, Grecs, Italiens, Arabes et Slaves.

Les travailleurs peuvent, avec cette campagne, exprimer leur opposition à leur propre classe dirigeante. En Ecosse, à une réunion syndicale du Scottish Trade Union Council à Aberdeen, 108 livres ont été collectées. Les dons ont été également généreux parmi les travailleurs des docks de Londres qui se battent contre Thatcher pour leurs droits syndicaux, parmi les dockers et les marins de Melbourne.

Dans la région parisienne, un syndicaliste CGT des cheminots dont le père était un dirigeant du FLN algérien a récolté quelque 570 francs autour de lui. Plus généralement, en France, des collectes ont été organisées dans plus de quinze usines et entreprises de la région parisienne, à Lyon, à Rouen et ailleurs : Renault-Cléon, Renault-Sandouville, RVI à Vénissieux, Sofesa à Elbeuf, Sopalin à Sotteville, Thomson au Havre, la SNCF, la RATP, etc. Les employées de la cantine de Renault-Cléon ont réuni entre elles 250 francs. Des collectes à l'entrée du spectacle



Collecte devant Beaubourg, à Paris



Workers Vanguard

Washington, 9 avril — La campagne d'aide aux victimes de Jalalabad du Partisan Defense Committee a démarré sur les chapeaux de roue avec la grande manifestation pour le droit à l'avortement.

des Chœurs de l'Armée rouge ont rapporté près de 900 francs. 1 150 francs ont été collectés sur le défilé du Premier Mai organisé par la CGT, à Paris.

Nombre de membres du PCF ont donné de l'argent et même participé à la diffusion du tract, tout en regrettant ou en s'étonnant que leur parti et le Secours populaire ne fassent rien, et que l'Humanité reste silencieuse sur la nécessité d'aider matériellement les victimes de Jalalabad.

La défense des femmes afghanes et l'aide aux victimes des tueurs de la CIA a réuni des éléments conscients au-delà des divisions ethniques et nationales : des Juifs antisionistes, des Maghrébins, des Indiennes, des hommes sikhs, des syndicalistes et des immigrés. Mais si notre campagne suscite la curiosité, la sympathie et un surprenant soutien parmi de nombreuses couches de la population travailleuse, un secteur de la « gauche » est tout simplement hostile :

la « gauche » antisoviétique. A Lyon, un militant de Lutte ouvrière déclarait dédaigneusement : « Qu'est-ce que ça fait comme différence si une femme peut enlever son voile ? » A San Francisco, sur l'université, un membre de la très antisoviétique International Socialist Organization, qui est pour la victoire des moudjahidins, affirmait que les Iraniennes voulaient porter le voile.

Le peuple de Jalalabad se bat pour sa vie contre une alliance meurtrière de propriétaires fonciers, d'usuriers, de mollahs, de chefs tribaux et bandits qui reçoivent des milliards de Washington et de ses alliés et que répartissent les militaires pakistanais. Donnez généreusement pour l'aide aux victimes des « combattants de la liberté » de la CIA. Chaque franc, chaque centime collecté sera envoyé en Afghanistan. Envoyez vos chèques au Fonds d'aide aux victimes civiles de Jalalabad - F. Armoiry, BP 33, 75661 Paris Cedex 14, ou vos virements à F. Armoiry, CCP 2.187 81 L - Paris.

Une collecte au marché des Minguettes

Un samedi matin, une collecte sur le marché des Minguettes, le fameux quartier immigré de Vénissieux à Lyon.

A peine sommes-nous installés, un ancien ouvrier, accidenté du travail, qui aujourd'hui qui vend des vêtements sur le marché vient verser à la collecte de solidarité financière avec Jalalabad assiégée. Une Portugaise portant un badge soviétique nous demande si nous avons la « permission » du gouvernement afghan et, rassurée, met la main à son porte-monnaie. Une vieille dame nous dit : « Je ne suis pas riche, je vous donne de la ferraille », sa « ferraille » s'élevait à quarante-cinq francs. Un Maghrébin aux cheveux grisonnants verse cinquante francs en déclarant : « Quand les ricains sont quelque part, c'est toujours le bordel. »

Un membre du PCF depuis vingt-cinq ans, trente ans de CGT, et quinze ans de Secours populaire, donne ce qu'il a. Il participe aux campagnes de solidarité avec le Nicaragua, les Palestiniens, les persécutés iraniens. Il nous dit : « Vous savez, je suis athée, mes meilleurs amis sont des musulmans,

la religion est une question personnelle ; ce qui est inadmissible, c'est quand un Etat veut imposer une religion. » Sa femme, aujourd'hui déçue, était juive marocaine. « Je me suis battu au moment de l'intervention soviétique en Afghanistan et au moment de Solidarnosc en Pologne pour gagner les gens contre l'intégrisme. » Il ajoute : « C'était nécessaire que Gorbatchev se retire de l'Afghanistan, le problème c'est que l'impérialisme américain ne respecte pas les accords de désarmement. »

Un Maghrébin fait remarquer : « Le désarmement c'est du bidon, les capitalistes ne vont jamais désarmer. » Deux jeunes lisent le tract, fouillent leurs poches, ils n'ont rien sur eux. Dix minutes plus tard, l'un d'eux revient avec de l'argent et dit : « J'ai demandé à un copain. »

En deux heures, nous avons récolté 602,35 francs. Les donateurs étaient très diversifiés, des femmes, des Maghrébins, des jeunes, des vieux et quelques femmes voilées. Cette collecte vient faire contre-poids aux articles de Libération qui décrivent les Minguettes comme un quartier contrôlé par les intégristes islamistes.

Jalalabad...

Suite de la page 12

L'intervention de l'Armée rouge en 1979 ouvrait la possibilité d'une révolution sociale dans ce pays horriblement arriéré, tout en défendant l'Union soviétique contre une provocation impérialiste sur sa frontière sud. Le retrait de Gorbatchev, cherchant à apaiser l'impérialisme US, a ouvert la possibilité d'un bain de sang contre-révolutionnaire dans la population urbaine d'Afghanistan.

Mais le régime de Kaboul et la population urbaine qui ont goûté à l'émancipation sociale n'ont pas attendu passivement. Et avec les MIG 23, les hélicoptères d'attaque et les missiles sol-sol Scud-B tirés à partir de Kaboul, l'armée afghane a étrillé les moudjahidins. Le gouvernement a armé et mobilisé des milices populaires fortes de quelque 300 000 personnes en plus des 100 000 hommes de l'armée et de la police secrète. Et il n'est pas surprenant que ce soient ceux qui ont le plus à perdre si les moudjahidins gagnaient qui s'avèrent être parmi les combattants les plus courageux. Le Times de Londres publiait le 28 février un article intitulé : « Des femmes de Kaboul font la queue pour s'engager dans la bataille contre les rebelles. » Moins d'une semaine après l'annonce par le gouvernement de la formation d'une milice de volontaires féminines, plus d'un millier

de femmes avaient rejoint ses rangs « unies dans leur haine des moudjahidins » et montrant « une volonté de mourir pour leur cause ».

Une femme a déclaré : « Nous savons que Gulbuddin Hekmatyar [un des sept principaux commandants moudjahidins] veut voir les femmes cachées derrière le tchador, mais nous tuons pour empêcher que ça arrive. » D'autres miliciennes âgées de seize à cinquante ans ont décrit comment leurs fils, leur mari ont été assassinés par les réactionnaires. « Maintenant, enfin, j'ai trouvé une façon de me venger », déclarait Ramia une volontaire âgée de trente-six ans. Le 8 mars, au cours d'une cérémonie pour la Journée internationale des femmes à Kaboul, les milices féminines ont reçu leurs armes, qui comprenaient des roquettes, mortiers, mitrailleuses et des fusils d'assaut Kalachnikov.

La bataille à Jalalabad continue à faire rage. Les peuples afghans ont déjà subi d'énormes sacrifices, et ils vont souffrir encore. Mais ils ne doivent pas se battre seuls. Le Comité de défense sociale participe à une campagne internationale pour venir en aide matériellement aux victimes civiles de Jalalabad (cf. ci-contre). La bataille pour l'Afghanistan est le combat des travailleurs et des opprimés de par le monde. Chaque combattant pour le progrès social, chaque défenseur des droits des femmes a intérêt dans leur victoire.

- Adapté de Workers Vanguard n° 476

Le Comité de défense sociale (CDDS)

La campagne pour l'aide aux victimes du siège de Jalalabad a donné l'élan pour la création en France du Comité de défense sociale et d'organisations sœurs dans plusieurs autres pays, en conjonction avec la tendance spartaciste internationale. Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe. Ses objectifs sont en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France. Le CDDS cherchera à se réappropriier les meilleures traditions du Secours rouge fondé par la Troisième Internationale de Lénine et Trotsky. Il s'appuiera également sur l'expérience du Partisan Defense Committee aux USA qui, en accord avec les conceptions politiques de nos camarades de la Spartacist League/US, est actif depuis plus de dix ans sur le terrain de la défense des cas et causes dans l'intérêt de l'ensemble des travailleurs.

CLASS-STRUGGLE DEFENSE NOTES

Le « PDC Class-Struggle Defense Notes » est publié aux Etats-Unis par le Partisan Defense Committee. Le dernier numéro est entièrement consacré à Mumia Abu-Jamal et à la peine de mort aux USA.

Pour recevoir cette publication et les anciens numéros, écrire au Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Afghanistan: la bataille contre les tueurs de la CIA

Jalalabad ne doit pas tomber!

24 avril - Après sept semaines de siège, la capitale provinciale de Jalalabad tient toujours bon. Les héroïques défenseurs de cette ville meurtrie par le feu destructeur de l'artillerie pakistanaise ont repoussé toutes les attaques des « combattants de la foi » contre-révolutionnaires armés par la CIA. Le 16 avril, l'agence de presse afghane Bakhtar annonçait la réouverture au trafic de la route Kaboul-Jalalabad qui avait été rendue impraticable par les mines posées par les moudjahidins. Une colonne de 270 camions chargés de vivres, de munitions et de renforts a pu atteindre la ville assiégée. Et le *New York Times* du 19 avril faisait état de l'arrivée à Kaboul, en provenance d'URSS, d'un convoi de mille véhicules blindés et de cinq cents camions de fournitures.

Le périmètre de défense autour de Jalalabad est aujourd'hui la ligne de front de la guerre contre la réaction impérialiste, une ligne de front de la lutte de l'humanité pour le progrès social. Une victoire des moudjahidins à Jalalabad ouvrant la voie à une attaque sur Kaboul ne signifierait pas seulement un massacre à Jalalabad et dans la capitale afghane. Cela pourrait être le signal pour le massacre ou le joug pour tous ceux qui, dans tout l'Afghanistan, se sont libérés des chaînes de la réaction féodale: les femmes qui se sont débarrassées du voile, les jeunes femmes qui ont appris à lire et à écrire, la jeune génération qui a choisi de rentrer dans le XX^e siècle.

Washington et ses alliés pakistanais ont cru que la prise de Jalalabad serait une promenade de santé. Leurs tueurs moudjahidins ont reçu des milliards en armements ultra-modernes américains et sont dirigés par les services secrets pakistanais. Enivrés par leurs « victoires », le massacre et le viol de la population civile sans défense et l'exécution de prisonniers de guerre désarmés, les rebelles pensaient que Jalalabad allait tomber dans les deux jours après leur attaque du 5 mars. Les deux jours sont devenus sept, puis trente, et la nouvelle date de la chute



Prashant Panjjar

Des soldats gouvernementaux défendant la route stratégique reliant Kaboul à l'Union soviétique.

de la ville, le commencement du ramadan début avril, s'est vue repoussée à la fin de la période de jeûne. Les « échéances » tombent et Jalalabad tient bon.

La presse bourgeoise internationale est obligée de reconnaître l'évidence, tel le *New York Times* du 23 avril: « L'attaque s'est enlisée dans un siège coûteux et a mis en question la capacité des guérilleros à remporter une victoire rapide, ou même une victoire tout court, contre le gouvernement de Kaboul soutenu par les Soviétiques. » Intoxiqués par leur propre propagande anticommuniste, les impérialistes ont cru qu'à peine les troupes « d'occupation » soviétiques parties, des millions d'Afghans allaient se précipiter pour être « libérés » et que le régime de Kaboul allait s'effondrer. Au contraire, ce qui commence à s'effriter, c'est l'es-

poir impérialiste que les bandes dispersées et désunies de fanatiques « combattants de la liberté » réactionnaires puissent être capables du type d'offensive concertée et à grande échelle nécessaire pour renverser rapidement le gouvernement nationaliste de gauche du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA).

Le *New York Times* révèle avec force détails que l'attaque de Jalalabad « a été ordonnée par le gouvernement du premier ministre Benazir Bhutto au cours d'une réunion de dirigeants civils et militaires au Pakistan, et en présence de l'ambassadeur américain [...]. Aucun Afghan n'était présent à la réunion. » L'implication américaine, pakistanaise et saoudienne est un secret de polichinelle. Les 11^e et 18^e divisions pakistanaïses, plus de 6 500 soldats et nombre d'unités de tanks et d'artillerie, sont parties prenantes de l'assaut contre Jalalabad. Alors pourquoi a-t-on droit à ces « révélations » maintenant ? Parce que Washington se voit frustrée dans ses espérances.

A la suite du retrait soviétique, les USA et leurs alliés de l'OTAN ont retiré leurs diplomates de Kaboul, cherchant à provoquer la panique et isoler internationalement le gouvernement du PDPA. Ils espéraient établir un « gouvernement provisoire » à Jalalabad à temps pour pouvoir siéger à la conférence des ministres des Affaires étrangères islamiques qui s'est tenue le mois dernier à Riyad. Mais les rebelles ont subi de telles pertes humaines (plus de cinq mille selon les estimations gouvernementales) qu'un commandant de la guérilla, Abdul Haq, se lamente: « Il devient maintenant parfois difficile de convaincre notre peuple de pourquoi nous devons continuer à lutter à un tel prix quand même les Russes sont partis » (*India Today*, 15 avril).

De son côté, le régime du PDPA de Najibullah, laissé en plan par le retrait de Gorbatchev, met sur la table de né-

gociations les réformes sociales limitées introduites jusqu'à présent en échange d'une « réconciliation nationale ». Mais aucun des sept partis de la coalition d'intégristes islamistes et de monarchistes de Peshawar n'est intéressé à passer un accord avec Kaboul.

Si les guérilleros n'ont pas remporté de succès au niveau stratégique sur le champ de bataille, ils ont montré leurs intentions réelles dans nombre de massacres d'hommes, de femmes et d'enfants sans défense. A Samarkhel, à l'est de Jalalabad, les moudjahidins ont massacré en mars une vingtaine de soldats gouvernementaux qui s'étaient rendus. Le *Süddeutsche Zeitung* a publié le 18 avril un témoignage oculaire d'une atrocité qu'avait signalée l'agence Tass: « D'après les témoignages, une colonne motorisée devait amener des dizaines de femmes, d'enfants et de vieillards de Jalalabad à Kaboul. Les bus et les camions furent arrêtés par une « bande d'extrémistes afghans » dirigés par des conseillers saoudiens. Les chauffeurs furent alignés sur le bas côté de la route et abattus. Les enfants furent tués d'une balle dans la tête alors qu'on les tenait par les cheveux et les cadavres jetés dans la rivière Kaboul. Les belles femmes du convoi furent traînées dans les montagnes. Le reste des réfugiés fut abattu sur place. »

« Le pays ou le cercueil » - tel est le cri de guerre des défenseurs de Kaboul. Mais ce n'est pas simplement le sort qui les attend dans les mains des moudjahidins qui motive les combattants gouvernementaux. Depuis le début, il y a dix ans, la guerre en Afghanistan a été une lutte à propos du progrès social élémentaire - la réforme agraire, la limitation du prix de l'épousée, l'enseignement pour les filles comme pour les garçons - dressant les mollahs, les chefs tribaux et les propriétaires fonciers contre les nationalistes modernisateurs du PDPA.



Membres des milices féminines afghanes. Les femmes sont en première ligne pour la défense de leur émancipation sociale.